

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Défense de l'histoire
 Coup d'œil sur la situation française
 Prosper de Haulleville non-conformiste
 Une leçon d'anatomie économique
 Crépuscule et fin de Karl Marx
 Les mémoires de M. Tchebychew
 M. André George à la Société scientifique de Bruxelles

Fernand DESONAY
 Maurice VAUSSARD
 Mgr Louis PICARD
 Luc HOMMEL
 Otto RUHLE
 Comte PEROVSKY
 Edgard HEUCHAMPS

Les idées et les faits : Chronique des idées : Semaine sociale de France, Mgr J. Schyrgens.

Défense de l'histoire⁽¹⁾

La querelle de l'histoire, qui passionne aujourd'hui « Cliophiles » et « Cliophobes », est de celles dont il faut dire qu'elles portent sur un point fondamental. Car il ne s'agit pas d'écoles, ni de méthode, ni de savoir, par exemple, qui avait raison : de Michelet l'imaginatif, ou de Taine le logicien, ou de Frédéric Masson, le collectionneur de boutons de guêtre. Sous prétexte de sincérité, on nous invite à faire du passé table rase. C'est d'autant plus inquiétant que le prétexte est spécieux.

Nous aimons la vérité. De toute notre bonne volonté, la meilleure volonté du monde, nous tendons vers elle comme vers notre « lieu ». Faut-il croire que la vérité d'antan, de l'autre année, demeure inaccessible, que nos efforts pour l'appréhender sont condamnés à la pire des vanités : celle qui s'ignore ? C'est la thèse que soutiennent avec plus ou moins de bonheur, mais non sans écho, les individualistes forcenés dont Valéry est à la fois le dieu et le prophète. Il nous plaît de dire, d'entrée de jeu, notre sentiment très net sur ce que nous considérons comme un symptôme affligeant de dégénérescence, d'abâtardissement, de « déflation », c'est-à-dire de perte de souffle. En procédant de la sorte, nous ne perdons pas de vue notre propos. Ce *François Villon* est un essai de critique littéraire. Mais parce que Villon a vécu au XV^e siècle, notre essai de critique est aussi un essai d'histoire. A ce titre, il mérite sans doute que nous le fassions précéder des considérations que voici.

* * *

On nous dit : « L'histoire est une chose, la littérature en est une autre. Prenez garde, en les confondant, de méconnaître le sens des valeurs. »

Il s'agirait donc d'établir que, non seulement l'histoire littéraire existe, mais qu'un examen attentif d'une œuvre de l'esprit ne peut se concevoir que dans le « climat » particulier où elle fut élaborée, ou, pour parler comme les mathématiciens, en fonction des circonstances — des circonstances aussi de temps, des faits d'histoire. Que cette histoire soit d'hier, d'avant-hier, ou vieille de plusieurs siècles.

Nous n'admettons pas la distinction subtile entre histoire littéraire et histoire de la littérature. Il est trop facile, à ceux qui

nous combattent, de prendre avantage des exagérations des fabricants de tableaux synoptiques. Les méchants livres n'ont jamais rien prouvé... que la sottise de leurs auteurs. De ce qu'un aide-mémoire ou un guide-ânes proposent à l'attention du futur bachelier des listes vaines de noms entre deux dates, rien ne nous autorise à révoquer en doute ce principe d'ordonnance qui veut que, dans la sphère des idées comme ailleurs, comme partout, chaque chose soit à sa place. L'histoire a cet immense avantage de nous renseigner précisément sur le sens des valeurs. Car l'élément chronologique joue, en l'espèce, son rôle nécessaire.

Lorsque nous jetons les yeux sur le monde actuel, dont le plus optimiste conviendra qu'il n'est pas le meilleur possible, et que, négligeant lamentations stériles et regrets, nous tâchons à remonter jusqu'aux causes profondes du malaise universel, nous ne manquons pas de faire un amer retour vers cette notion d'équilibre, d'harmonie, dont il nous faut bien constater la disparition au profit des éléments de trouble, de discordance. Qu'il s'agisse de politique, d'économie, d'art ou de religion, de l'esprit ou de la matière, l'homme de 1933 se révèle incapable d'ordonner. Sa soif d'un pouvoir fort n'est qu'une abdication. On voudrait remettre à autrui le soin de régler la machine. Crise, s'en va-t-on répétant. Tout se résume, au fond, dans une crise d'autorité. Or la première opération de l'esprit, n'est-elle pas au service de l'ordre ? C'est ce que nous enseigne la philosophie, la reine précisément des disciplines scientifiques, et dont le rôle, tout entier de synthèse, suppose cette hiérarchie des valeurs.

Heureusement, les faits ont une logique qui nous dépasse, une force qui nous contraint. Parce qu'ils se présentent à nous dans une succession qui est en dehors de nous, du moins serons-nous obligés de les considérer dans cette succession même. Tel serait, si l'on y réfléchit bien, le rôle — et la leçon — de l'histoire. Et c'est aussi pourquoi l'homme d'aujourd'hui, impatient de toute contrainte, ivre d'une liberté qu'il pousse plus loin que la licence, jusqu'à la sottise, multiplie contre l'histoire des attaques aussi passionnées qu'injustes ; tout pareil à l'enfant qui s'irrite, dans son imbécillité, contre la montre qui marche, contre la lune que ses bras ne peuvent décrocher.

Il est possible que l'histoire soit née au XIX^e siècle, comme le répètent les manuels, qui se répètent tous d'ailleurs. Mais il est certain que le sens — ou le préjugé — antihistorique est né en

(1) Avant-propos d'un livre à paraître sur François Villon.

même temps que ce romantisme exaspéré qui se manifeste, dans tous les domaines, par une explosion d'hyperindividualisme.

Toutes les doctrines égalitaires découlent au fond d'un même principe, antinaturel et subversif, que promulgua Rousseau et que la Révolution — qui continue — se charge encore d'appliquer. Loin de nous la pensée de transformer ces quelques pages d'introduction en un pamphlet politique. La politique n'a d'ailleurs ici qu'une valeur de corollaire. Seul le principe importe. Or le principe était faux. En littérature, les conséquences n'allaient pas tarder à s'étaler au grand jour.

Le romantisme signifie avant toute autre chose le triomphe du « moi », à l'exclusion du « non-moi ». La formule, appliquée au lyrisme, donne des résultats qui peuvent être brillants. Appliquée à l'histoire, elle donne Michelet. Il ne s'agit pas ici de porter sur l'œuvre de Michelet un jugement dédaigneux. Encore est-il acquis, et pour les moins prévenus de tous, que l'*Histoire de France* est une œuvre de partisan.

Vint la réaction d'après 1850. C'est à dater de ce moment surtout que l'histoire fait figure de discipline scientifique. Emportée dans le mouvement positiviste qui n'épargne rien ni personne, elle prétend se hausser, avec Taine, à la dignité souveraine. Elle veut expliquer, justifier, condamner, absoudre, construire des thèses, formuler des lois. C'était outrepasser son rôle.

Mais — et on ne l'a peut-être pas suffisamment observé — dans un sens romantique encore. Au romantisme de l'ignorance succédait le romantisme du savoir. Le premier vivait surtout d'incontinence verbale; le second se nourrit de l'accumulation des faits. L'objectivité demeure un mythe. Chacun y va de son système — qu'il s'agit, après coup, d'étayer. Le déterminisme à son temps; l'évolutionnisme à le sien. Et tout cela se termine par une faillite d'autant plus retentissante, par une dégringolade d'autant plus lamentable qu'on était tombé de plus haut. Il faut cependant reconnaître, pour être juste, que ce romantisme qui n'ose pas dire son nom avait mis au service de thèses plutôt contestables le souci du document. L'histoire en aura profité dans une large mesure.

Mais voici que l'après-guerre a déclenché, par une sorte de réaction de l'individu contre les lois, la crise la plus violente que le monde ait connue de romantisme sous toutes ses formes. Romantique, cette littérature dont les maîtres les plus écoutés vont de Gide à Valéry, en passant par Marcel Proust. De bons esprits accusent Gide de se contredire, parce qu'il passe de « l'immoraliste » au zélé des Soviets. La logique de l'erreur commandait cette évolution inéluctable. Gide lui-même ne salue-t-il pas, dans la révolution prolétarienne, le plus vigoureux effort vers l'émancipation intégrale de l'individu qui s'est fait lui-même sa loi? Peu importe, d'ailleurs, que cette émancipation n'en soit pas une, que le pouvoir rejeté appelle un pouvoir mille fois plus intolérable encore! Le littéraire ne s'embarrasse pas des contingences. Il lui suffit de faire entendre sa voix, qui est la voix d'un seul, d'un seul contre tous.

Pour Marcel Proust, il ne serait pas difficile de démontrer à quel point sa psychologie de névrosé et d'inverti plonge ses racines profondes dans le narcissisme. Le « culte du moi » n'a pas trouvé de plus fidèle adepte que ce malade enfermé entre les murs de liège d'une prison sans soleil, sans horizon, sans souffle.

Reste Paul Valéry, le dada des antihistoriens. On nous a souvent reproché de le poursuivre d'une haine vigoureuse. C'est qu'il nous paraît représentatif d'une mentalité la plus haïssable. Accordons-lui le bénéfice de l'intelligence, qui est vive, d'une plume joliment taillée. Un « cagneux » de normale n'est encore qu'un « cagneux ». Ce fort en thème sort trop volontiers de son banc. Il lève le doigt plus souvent qu'à son tour. Avec ses maxima en composition française, tranchons le mot, il nous embête. Que le mécanisme de son cerveau d'académicien soit une mécanique bien réglée, nul

n'y contredira. Mais on se fatigue vite à voir jouer les ressorts d'un chronomètre. Valéry, qui ne s'en fatigue jamais, a tout l'air d'ignorer qu'il existe, de par le vaste monde, d'autres spectacles infiniment plus vivants. Jamais, à notre connaissance, la déformation professionnelle n'avait été poussée si loin, si c'est une profession que d'être premier de classe. On pardonne à un collégien. Barrès, lui aussi, a fait sa crise de puberté intellectuelle. C'est l'époque de Bérénice. Mais Barrès a bouclé la boucle. La philosophie de la vie, il la cherchait, au soir des jours, sur la colline qui l'inspire, dans le culte des morts : cet hommage à l'histoire. Au lieu que Valéry continue de tourner en rond autour de son cerveau qui s'use, qui s'use...

— Plus d'histoire! ont donc dit les valéristes, tout comme l'avait dit Tolstoï, autre exhibitionniste de talent. Plus d'histoire qui remette sous leur vrai jour, dans leur éclairage propre, les hommes qui passent et les choses fugitives!

Et pour justifier leur prétention folle, ils accusent l'histoire de ne pas tenir ses promesses. Tout l'effort de Valéry et des siens se porte, en effet, du même côté : la fragilité, la précarité du témoignage, du document leur paraît infiniment suspecte. C'est un peu comme si l'on s'en prenait à la vérité, sous prétexte que le mensonge existe. La faillite de l'histoire est un bobard du même tonneau, si l'on me permet cette expression, que la faillite de la science. Seuls peuvent reprocher aux faits de n'expliquer qu'imparfaitement l'énigme de la vie, ceux-là qui ont mis dans les faits une confiance illimitée : les primaires; s'entend.

C'est ici qu'éclate cette autre forme d'individualisme que revêt, chez un Taine, par exemple, la prétention déterministe. Taine se flattait de faire abstraction de sa personnalité. Parce qu'il feignait de se soumettre à la loi, on l'a cru sur parole quand il prétendait accrocher son « moi » au portemanteau du laboratoire, avec sa canne et son chapeau de philosophe. En réalité, rien ne trahit mieux le péché d'orgueil que cette assurance impertinente de l'homme de science qui ne connaît pas le mystère. Le scepticisme de Montaigne est une attitude infiniment plus sage. Encore Montaigne ne s'arrête-t-il pas à un scepticisme négatif. Les *Essais* portent, au contraire, la marque d'un esprit que l'exercice même de son pouvoir maintient dans de justes limites. Pour aboutir au *Que sais-je?* il faut d'abord savoir beaucoup, faire le tour des connaissances et se fier à l'expérience d'autrui. Tandis que la philosophie nouvelle se contenterait volontiers d'une vue de l'homme à travers un seul homme.

Chose curieuse : elle est née, cette philosophie de paresse, dans les milieux les plus férus de sciences exactes, de discipline rigide, de *realia*. L'Allemagne nous l'a fournie, elle qui nous fournissait, avant la guerre, le parangon de l'érudit, la loi des fiches. C'est d'Allemagne que viennent en droite ligne, sous ombre de critique esthétique et d'idéalisme transcendantal, ces théories qu'il faudra bien rattacher un jour au subjectivisme kantien. Le spectacle est par trop plaisant de voir nos modernes libéraux se poser en farouches négateurs de ce qu'ils persistent à appeler les méthodes allemandes.

Pour en revenir aux études historiques, il serait abusif d'affirmer que nous attendons d'elles une connaissance exacte et scrupuleuse des phénomènes du passé. Ou plutôt, si l'effort de documentation tend à nous représenter le passé dans sa vérité extérieure et phénoménale, loin de nous la pensée que nous puissions tirer de ce film rétrospectif la philosophie de l'histoire. Cette philosophie vaudra ce que vaut le philosophe. Elle sera matérialiste avec celui-ci, déiste avec celui-là, tantôt franchement déterministe, tantôt respectueuse des droits de la liberté-reine. N'est-ce pas encore ainsi que nous interprétons — chacun dans le sens, dans la tendance de ses amours et de ses haines, de ses doctrines ou de ses préjugés — les événements dont nous sommes les témoins actuels?

Exiger de l'historien qu'il apporte sur le fait historique la lumière définitive, qu'il dise à propos de ce qui fut hier la parole infaillible, c'est oublier que l'homme est avant tout un interprète. L'histoire n'est pas l'Évangile. Au demeurant, sa mission reste entière. On lui demande — et elle ne doit pas s'engager plus avant — d'exhumer des archives mieux dépouillées, des sources plus diligemment explorées, des témoignages. Témoignages plus ou moins suspects, selon que l'homme d'autrefois les aura plus ou moins déformés. Mais un témoignage est autre chose qu'un mythe. Et le relativisme est, de toutes les doctrines, la moins sincère.

Car enfin, qu'est-ce que la culture intellectuelle, sinon une œuvre de soumission constante à la vérité historique? J'imagine que l'architecte d'*Eupalinos* a relu Platon, que cet académicien le plus académique admire nos classiques, qu'il les pratique, qu'il s'en est nourri. Vérités historiques pourtant que la tradition du *Banquet*, la leçon *ne varietur* d'une tragédie de Racine, des *Provinciales* ou d'une fable de La Fontaine. Le relativisme doit pousser jusqu'au bout son travail destructeur. La *tabula rasa* est la seule formule acceptable du doute méthodique. C'est à quoi tendrait, certains jours, au réveil, M. Valéry. Le malheur est que tout est dit. La Bruyère avait bien raison. Pour reconstruire sur nouveaux frais le mécanisme de la connaissance, M. Valéry vient trop tard.

J'accorde de bonne grâce que la notion de culture, notion quantitative, — à telles enseignes que M. X... qui a lu 10,000 livres serait plus cultivé que M. Z... qui n'en a lu que 9,500, — est, sur le plan de l'essentiel, inférieure à la notion de civilisation. Mais la civilisation elle-même suppose un fondement historique. Ce qui pèse le plus lourdement sur l'avenir, sur le présent aussi, c'est le passé. Tout se rattache à lui comme à sa source. M. André Gide, logique avec lui-même, appelle de tous ses vœux le règne de l'extrême nouveauté. M. Paul Valéry, conservateur honteux, n'est qu'un anarchiste de tête.

* * *

L'application à la critique littéraire des détestables théories que nous nous efforçons de dénoncer n'est qu'une forme, entre mille autres, de la loi du moindre effort. Il est entendu, n'est-ce pas, que l'érudition est le monopole de quelques maniaques — pour un peu on dirait : de quelques sadiques. Les autres, la masse, — et l'on voit ici apparaître le dogme sacro-saint du nivellement par le bas, — n'ont que faire des données historiques. Le fait littéraire est, par définition, relatif à chacun. La littérature est pour le lecteur. Le lecteur, ombilic du monde, en prend ce qui lui convient. Le reste, il le laisse tomber. A commencer par les anciens, dont le commerce suppose une initiation pénible. La croisade contre les humanités, la bataille du grec, déjà entamée, la bataille du latin, objet d'une haine envieuse : tout cela se tient. Il faut abandonner aux cuisines le pain indigeste. L'homme moderne parlera les langues modernes qui lui permettront d'acheter, brodées en or sur collet bleu, les clés de l'interprète du Palace. Il faut vivre avec les vivants. Le moderne a toujours raison, puisqu'il est plus proche de nous. Dante me fait bâiller, et Virgile, et Aristophane, et Don Quichotte lui-même. C'est la vieille querelle qui se rallume. Mais le bon Perrault s'efforçait encore de justifier en raison la précellence de ses contemporains. Tandis que, pour nos péremptoirs modernistes, « le vierge, le vivace et le bel aujourd'hui » s'impose par le fait seul de sa souveraine imminence.

Il ne paraîtra donc point hors de propos de défendre le droit à la vie d'un sujet comme celui-ci. Villon appartient à un passé bien mort. Il n'est pas vrai de soutenir que les seules parties fortes qui demeurent dans son œuvre sont ces morceaux d'anthologie qui fondèrent sa gloire — peut-être surfaite. Le but de ce travail est précisément de replacer dans son temps, dans son cadre, à son rang, l'auteur du *Testament* et de la *Ballade des Dames*.

Le Villon historique que nous présenterons ici n'est qu'une approximation. Nul moins que nous ne se fait illusion sur la valeur de cette approximation. Elle dépend de données précises et incomplètes. Telles quelles, ces données existent. Nous n'avons pas le droit de les négliger. Faire de l'amant de la Grosse Margot un rôdeur de barrières, un escarpe des forêts, — Francis Carco l'a tenté, — c'est dépenser beaucoup d'ingéniosité pour créer un fantôme. Voir en Villon, pour des motifs de polémique, — c'est la thèse de Chapiro, — une sorte de précurseur de la Réforme, un martyr de la liberté de conscience, c'est manquer de sérénité. Nous ne savons du vrai Villon que peu de chose. Nous connaissons mieux, grâce aux admirables travaux de Longnon, de Marcel Schwob, de Pierre Champion, la société où il vécut. Le replacer dans cette société, le juger comme tout homme mérite d'être jugé : dans son milieu, telle est notre modeste ambition. L'histoire va nous servir, avec ses documents lacuneux et nécessaires.

Et c'est pourquoi il nous a plu, en manière d'avant-propos, de rendre à Cléo injustement décriée l'hommage qui lui est dû. Notre sujet, c'est François Villon. Ce n'est pas, à travers Villon,

FERNAND DESONAY.

Coup d'œil sur la situation française

Pendant un temps, toute l'Europe a fait des concessions à la démocratie pour lutter contre la Révolution française. Il nous faut aujourd'hui faire des concessions au fascisme pour lutter contre les fascismes étrangers.

(Alfred FABRE-LUCE, *Pamphlet*,
11 août 1933).

La fameuse stabilité française est-elle sur le point d'être ébranlée par le contre-coup des soubresauts économiques et politiques qui depuis une dizaine d'années secouent l'Ancien et le Nouveau Mondes? En l'absence de malaises sociaux caractérisés qui puissent légitimer une révolte des masses, divers groupes de jeunes intellectuels s'appliquent à nous le faire craindre ou désirer, selon leurs tendances, pour des raisons, soit financières, soit spirituelles, appelant de leurs vœux les uns la dictature d'un grand homme du radicalisme, — en l'espèce M. Caillaux, — les autres la « rupture avec le désordre établi » par la substitution à l'Etat capitaliste d'un régime encore imprécis, mais on nous dit seulement qu'il respectera la primauté de l'esprit.

Négligeant pour le moment les représentants de cette seconde tendance, qui s'exprime notamment dans des revues comme *Esprit* et *l'Ordre nouveau*, — celle-ci durement frappée par la mort toute récente de son principal animateur, M. Arnaud Dandieu, — nous voudrions aujourd'hui étudier les idées directrices du premier groupe, fort peu connues à l'étranger, et plus proches sans doute d'une traduction dans les faits.

On peut lui assigner comme chefs de file les trois rédacteurs du nouvel hebdomadaire politique, *Pamphlet*, qui, tout en montrant une extrême liberté de critique à l'égard des hommes et des doctrines officielles du parti radical, n'en est pas moins l'organe d'une très intelligente défense des valeurs bourgeoises d'après une idéologie de gauche, et s'apparente dès lors au radicalisme bien plus qu'au socialisme, même réformiste, ou à tout autre parti politique

Son fondateur, Alfred Fabre-Luce, l'auteur de la *Victoire* et de *Locarno sans rêves*, livres de politique étrangère qui l'imposèrent tout jeune à l'attention des spécialistes et à l'animadversion des nationalistes de stricte observance, a écrit en dernier lieu une biographie de *Caillaux*, qui est une apologie sans réserves de l'ancien président du Conseil. Fils lui-même d'un président du Conseil d'administration du Crédit Lyonnais, détenteur d'une grande fortune, très versé dans les questions économiques, marié dans l'une des plus vieilles familles françaises, il avait toutes sortes de raisons pour sympathiser avec le grand bourgeois qu'est demeuré M. Caillaux, cet étonnant exemple des vicissitudes politiques les plus contraires, que la *Croix* elle-même présentait récemment comme « le directeur de conscience de la République » en entourant de commentaires louangeurs son discours de Marseille.

Le principal collaborateur d'Alfred Fabre-Luce, M. Pierre Dominique, est un médecin passé au journalisme, après avoir aussi tâté du roman (*Notre-Dame de la Sagesse*, paru dans la Collection des Cahiers verts). Il est actuellement chroniqueur de politique étrangère à la *République*, l'organe du jeune radicalisme, tout dévoué, lui aussi, au président Caillaux et à l'économie dirigée, où il se fait remarquer par ses campagnes en faveur du rapprochement franco-italien, qui lui apparaît la clef de voûte de l'ordre européen. Naguère Pierre Dominique, en écrivant les *Fils de la Louve*, paraissait surtout attentif au danger, pour la France, de l'impérialisme fasciste et aux côtés déplaisants de la politique de prestige chère au nouveau régime. Ce thème est aujourd'hui abandonné par lui au profit des communs avantages d'une entente étroite. Chose curieuse chez ce radical (très antisocialiste et qui ne perd pas une occasion de souligner les échecs multiples de la II^e Internationale, en Europe et hors d'Europe), on trouve sous sa plume des raisonnements, voire des expressions, que ne désavoueraient pas Charles Maurras ou Jacques Bainville. Dans un numéro spécial, des plus révélateurs, de *Pamphlet*, sur lequel nous reviendrons, intitulé « Contre la politique jacobine de MM. Herriot et Paul Boncour » (7 avril 1933), Pierre Dominique caractérisait les jacobins par leur respect des principes et leur mépris des faits, donnant en exemple l'ordre introduit par Bonaparte (ce « Robespierre en bottes ») dans le corps germanique « dont l'anarchie avait été jusqu'alors notre sauvegarde ». Ne croirait-on pas entendre Bainville? Un peu plus loin, il applique aux mêmes hommes l'épithète de « frères portiers », réplique du « frères lais » dont l'*Action Française* fait si fréquemment usage.

Le troisième rédacteur de *Pamphlet*, M. Jean Prévost, est un transfuge du socialisme, qui collabore aussi régulièrement à *Notre Temps*, la revue de M. Jean Luchaire, « revue des jeunes générations européennes », comme elle s'intitule, en fait organe jeune-radical très réaliste, très dépourvu de préjugés, qui naguère a fait arriver M. Daladier à la présidence du parti radical, qui a chaleureusement et constamment soutenu Briand, qui accueille des collaborations socialistes et même catholiques, et dont l'unité de ligne directrice pourrait se chercher surtout dans cette idée que l'économique prime aujourd'hui le politique et qu'en politique intérieure comme en politique extérieure, il ne faut opposer d'objection de principe à aucune combinaison possible d'intérêts. D'où la rencontre récente de jeunes groupés par elle avec de jeunes hitlériens, qui a fait gémir et vitupérer les « vieilles barbes » du parti radical, les « purs » tels que Victor Basch et autres pontifes de la Ligue des Droits de l'Homme, sans compter Romain Rolland, qui ne veut témoigner de sympathie aux assassins que s'ils sont soviétiques, et s'est ainsi attiré une réplique cinglante de la part de jeunes dont jusqu'alors le respect lui était acquis.

Dans le voisinage de ces trois hommes on pourrait situer de jeunes socialistes restés socialistes, comme M. Pierre Brossolette, rédacteur habituel de *Notre Temps*, ou M. Montagnon, député de

Paris, l'un des trois orateurs qui, au Congrès socialiste d'Avignon, en juillet dernier, ont défini les tendances de la fraction qualifiée par M. Léon Blum de néo-fasciste et dont la presse de toutes nuances s'est si longuement occupée, non sans écrire à ce sujet beaucoup de sottises. De ce que des socialistes clairvoyants, en effet, se rendent compte que la fuite perpétuelle des responsabilités, l'indifférence au sort des classes moyennes, qui en France continuent de former plus qu'ailleurs l'armature solide de la nation, et l'asservissement au mythe du « front unique des démocraties » préparent au socialisme français les mêmes défaites qu'au socialisme italien, allemand ou autrichien, il ne s'ensuit pas que ces dissidents méritent d'être sommairement traités de « fascistes ». Certains d'entre eux, comme M. Déat, ancien professeur, resté l'un des conseillers les plus écoutés du Syndicat National (et internationaliste) des Instituteurs, sont d'un sectarisme plus dangereux peut-être que celui de M. Blum, par le fait même du concours qu'il se montre disposé à apporter au parti de gouvernement, qui en France et pour longtemps encore semble bien ne pouvoir être que le parti radical. En acceptant de lutter dans le cadre national et à l'intérieur de l'économie capitaliste, ses amis et lui combattent plus efficacement une certaine politique conservatrice que par une opposition systématique et le maintien rigide de principes sacro-saints mais inapplicables. De ce point de vue, leur position se rapproche de celle qu'Alfred Fabre-Luce définissait dans le mot qui sert d'épigraphe à cet article : « Il nous faut aujourd'hui faire des concessions au fascisme pour lutter contre les fascismes étrangers. »

L'important est donc de savoir ce que les représentants de ces nouvelles tendances comptent accepter du fascisme et ce qu'ils en rejettent délibérément.

* * *

Au premier rang de ce qu'ils rejettent on doit placer l'atteinte aux libertés individuelles. Sur ce legs essentiel de la Révolution française l'unanimité pratique est faite dans le pays, et il est assez piquant de rapprocher de la constatation un peu dédaigneuse de M. Fabre-Luce : « L'idée que la collectivité doit primer l'individu ne s'est répandue jusqu'ici que dans des pays surpeuplés, où la personne humaine a été victime d'une sorte d'inflation démographique » cette déclaration véhémement d'un nationaliste de droite comme M. de Kérillis, au retour d'un tout récent voyage au Mexique : « Je suis de ceux auxquels il arrive d'aspirer à l'autorité et même de rêver à la poigne, mais je sens bien que je ne m'adapterais jamais complètement à l'abolition de ce qui fait selon moi la douceur de vivre, à la disparition du respect de l'individu, de ces mœurs libérales, confortables, égalitaires dont nous jouissons en France, et que je rigirais de désespoir sous un régime d'inquisition, de knout et de force, à la manière de ces fauves mis en cage après avoir connu la grande et magnifique vie de la brousse. » (*Echo de Paris*, 10 août 1933.)

Ce que moins unanimement, mais très généralement à gauche, on rejette aussi du fascisme, c'est le nationalisme. Il n'est pas un connaisseur de la France, même appartenant aux pays ex-enemis, qui mette en doute son profond désir de paix. Le mot si caractéristique de M. Winston Churchill sur la France « armée jusqu'aux dents et pacifique jusqu'aux moelles » n'a trouvé tant d'écho dans le monde que parce qu'il résumait à merveille une situation de fait. Mais ce n'est pas assez dire et un nationalisme sinon agressif, du moins ombrageux, répugne lui-même nettement à notre esprit public. Il n'a pu se développer qu'à la faveur d'équivoques et de sophismes dans certains milieux bourgeois, aigris d'une déchéance sociale méritée et d'une déchéance nationale imaginaire, mais sans racines profondes dans la masse du peuple français,

intensément patriote et nullement nationaliste, selon le mode hitlérien ou fasciste. C'est même d'antinationalisme qu'il faudrait parler ici, soit du côté socialiste, soit du côté jeune-radical, où la plupart des griefs d'un Fabre-Luce, par exemple, contre M. Herriot, ou d'un Jean Luchaire contre la politique des « vieillards », — de Clémenceau à Poincaré et même Tardieu, — sont d'ordre extérieur. A cet égard le numéro spécial de *Pamphlet* dont nous parlions plus haut, et un autre numéro spécial de *Notre Temps*, des 2-9 juillet 1933 (*Querelle des générations et crise des démocraties*) constituent de véritables réquisitoires.

L'organisation des travailleurs en corporations nationales, les concordats passés avec l'Eglise catholique sont aussi des traits du régime fasciste qui rencontrent en France peu de sympathies. A fortiori l'antisémitisme et le racisme exacerbé d'Hitler.

Mais où les expériences italienne et allemande sont mieux accueillies, c'est dans leur critique du parlementarisme, leur renforcement de l'exécutif par la concentration du pouvoir, surtout leur préoccupation d'empêcher l'écrasement complet des classes moyennes et d'assurer leur défense soit contre le grand capitalisme, industriel ou foncier, soit contre le socialisme d'Etat et sa fiscalité démagogique. De même « l'expérience Roosevelt », très critiquée dans les milieux conservateurs, trouve parmi ces jeunes intellectuels de gauche de chaleureux défenseurs.

Ceux-ci, en résumé, observent en France les mêmes déficiences du régime parlementaire qu'indiquait récemment pour l'Angleterre M. Jacques Bardoux, en écrivant : « Il a été reconnu par des personnalités de premier plan, appartenant à tous les partis (Lloyd George, Winston Churchill, lady Passfield, etc.), que le Parlement, surtout en pleine crise, est inapte à résoudre, avec la compétence et la rapidité nécessaires, les problèmes économiques des sociétés modernes, dont la technicité n'a d'égale que la complexité. » En dehors des pays soumis à des dictatures avouées, le régime des pleins pouvoirs appliqué aux Etats-Unis et, plus modérément, en Belgique, l'habitude prise en Angleterre de déléguer, sous forme réglementaire, une part croissante des attributions législatives, soit à un ministre, soit à une administration, et en France d'accorder au gouvernement dans tel cas particulier (par exemple pour la réforme du régime des chemins de fer) des pouvoirs exceptionnels, acheminent même d'anciennes et vénérables démocraties vers des modifications substantielles de leurs traditions politiques qui les rapprochent sur bien des points de systèmes qu'ils désavouent par ailleurs.

Regrettée et regardée comme dangereuse par les uns, par les esprits doctrinaires férus de « mystique » républicaine, cette évolution est, au contraire, jugée trop lente par d'autres, même à gauche, et ce sont ceux-là qui, pour lutter contre les fascismes étrangers, dont ils sentent autour d'eux l'attraction croissante, et sauvegarder ainsi les droits de l'individu; pour se prémunir aussi contre les risques, — assurément minimes en France — de poussée communiste au cas où les gouvernements bourgeois y deviendraient trop impopulaires, veulent « faire des concessions au fascisme », c'est-à-dire accroître l'autorité et la liberté d'action d'un pouvoir exécutif dont ils espèrent bien faire partie, sinon au-devant de la scène politique, du moins dans la coulisse où les « cerveaux » élaborent les solutions appelées à triompher.

Nous devons reconnaître que plusieurs d'entre eux seraient très capables d'exercer avec profit pour la nation, sous le couvert d'une personnalité de premier plan, cette dictature de l'intelligence.

MAURICE VAUSSARD.

Prosper de Haulleville non-conformiste

C'était un indépendant, un homme.

Plus indépendant et moins conformiste qu'un Charles Woeste, son contemporain, surtout plus progressiste, libéral et démocrate, mais dans le sens positif. Ce que le conservatisme a d'étroit et de rétrograde lui était insupportable.

Il échoua les trois fois qu'il posa sa candidature législative, à Namur, à Gand et à Virton. Il échoua non pas devant le corps électoral, mais devant les clubs électoraux.

Il ne gardait pas son programme en poche, même en période électorale. Or son programme effrayait les grands électeurs et les manitous de la politique.

Ce programme nous paraît cependant aujourd'hui bien intéressant. Il n'a pas vieilli. C'était une anticipation.

Il contenait notamment la solution de la question flamande. La Belgique unilingue, allait répétant de Haulleville, ne serait plus la Belgique. La fondation de la Lotharingie a orienté dans ce sens l'évolution historique de nos régions. Il faudrait maintenant, pour établir l'unilinguisme en Belgique, aller à l'encontre d'un courant et de réalités qui ont la force acquise de dix siècles de vie et d'évolution. Depuis dix siècles l'idiome roman et l'idiome thiois ont droit de cité dans la vie populaire, dans la vie publique de notre pays. Les fonctionnaires dont le ressort s'étendait des deux côtés de la frontière linguistique étaient tenus de connaître les deux langues. C'était justice. Et c'est encore justice.

La domination française eut une politique linguistique à contresens de l'histoire. Ensuite, et par réaction, la domination hollandaise. Les fondateurs de l'Etat belge actuel ne retrouvèrent pas non plus, malheureusement, l'équilibre. Ils ne donnèrent pas au flamand et au français dans l'organisation politique nouvelle les droits égaux qui leur revenaient. Ce fut une faute dont les conséquences allèrent se développant durant tout un siècle et qui auraient pu être désastreuses. Les chefs du pays l'ont compris un peu tard, mais encore à temps.

Le programme linguistique de Haulleville comportait toutes les réformes qui depuis ont été introduites dans la législation et la vie du pays, et certaines autres qu'il n'y a peut-être pas lieu d'y introduire telles quelles, par exemple les régiments flamands et les régiments wallons.

Sous le régime censitaire, notre homme d'Etat sans mandat préconisait le suffrage universel. « Nous baptiserons, disait-il, le suffrage universel. » Mais le suffrage universel qu'il entendait n'était pas celui qu'ont exalté par la parole, par la plume et par l'émeute les chefs socialistes et qu'ont malheureusement réalisé les manœuvriers de Lophem. L'égalité pure et simple des droits électoraux lui paraissait folie odieuse. La vraie égalité consiste à traiter inégalement les êtres inégaux. Tous les citoyens n'ont pas la même compétence et ne présentent pas les mêmes garanties de dévouement patriotique. Tous n'ont pas non plus les mêmes intérêts à la bonne marche et au bon gouvernement de l'Etat. C'était donc le suffrage universel organisé, le suffrage universel avec vote plural et vote familial, le suffrage universel tenant compte non seulement de l'individu, mais de la famille et de toutes les institutions sociales que rêvait Prosper de Haulleville. D'ailleurs, le vote n'était pas à ses yeux un droit, mais une fonction. Et voilà bien le fond de la question, voilà le véritable point de vue auquel il faut se placer pour résoudre le problème de la par-

participation des citoyens à la législation et au gouvernement de leur pays.

Une cause chère à de Haulleville fut celle de la représentation des intérêts. Nos Chambres ne représentent que des individus. Il voulait les réformer et les compléter. Les professions organisées avaient leurs représentants dans les assemblées législatives. Ce serait évidemment un progrès sur les institutions qui fonctionnent actuellement en Belgique et dans tous les pays qui sont encore sous régime parlementaire et démocratique.

Mais il reste une objection. Les législateurs seraient donc représentants des intérêts particuliers. Or, la législation comme le gouvernement a pour objet l'intérêt général, le bien commun. N'y a-t-il pas dans le système de la représentation des intérêts un vice congénital auquel il n'est pas facile de trouver un remède efficace? de Haulleville sentait parfaitement ce point faible. Aussi voulait-il que les ministres ne sortissent pas des Chambres. Le Gouvernement, à ses yeux, était représentant de l'intérêt général. Dans les États généraux d'autrefois les représentants des intérêts particuliers exprimaient leurs doléances et leurs requêtes au pouvoir royal, ils n'entraient pas dans les conseils de la Couronne.

Il est une conséquence de la démocratie inorganisée prévue par de Haulleville que nous voyons se réaliser sous nos yeux : la réaction au nom de l'intérêt national, la dictature.

Mais vous demanderez sans doute où ce député manqué avait l'occasion d'élaborer et de propager des plans de réforme politique. Nous allions oublier de vous le dire. Il était journaliste. Et même journaliste remarquable à une époque où les catholiques belges en fait de journalisme n'étaient guère à la page. Ici encore il anticipait. C'était le temps où Jules Mélou prétendait que le meilleur journal était celui qui contenait le moins de colonnes, avec le moins de lignes dans chaque colonne courant ainsi le moins de risques de dire des sottises. Evidemment. M. Ad. Dechamps croyait apercevoir dans les desseins de la Providence que les catholiques n'ont pas à utiliser les journaux pour défendre et répandre la vérité. Le vieux Stas, directeur du *Journal de Bruxelles* à l'approche des élections, réunissait ses principaux collaborateurs et leur faisait faire une neuvaine pour le succès des bonnes listes et des bons candidats.

de Haulleville fut un grand journaliste. Après Veillot et Verspeyen, pour ne citer que des morts, ses articles se lisent avec intérêt et admiration. Ce sont des modèles de vivacité et de vigueur dialectique, dont les journalistes d'aujourd'hui peuvent encore s'inspirer. Ils y apprendraient en outre, dans les détails l'histoire d'une période très intéressante de la Belgique et du catholicisme.

Dans le journalisme, comme dans la politique, notre chevalier eut le don de susciter des antipathies irréductibles. Un croc-en-jambé fit tomber, après une brillante carrière, l'*Universel* qu'il dirigeait. Il passa au *Journal de Bruxelles*, dont la direction lui fut également enlevée après quelques années. Mais au moins, cette fois, la collaboration précieuse de l'ancien directeur resta acquise à ce quotidien, qui exerça durant une longue période une influence considérable et souvent décisive.

de Haulleville ne garda jamais rancune à personne et ne se retira pas sous la tente. Lui qui fut chassé par Rogier de l'Université de Gand, où il avait été nommé professeur à vingt-six ans, écarté des assemblées législatives par des cabales de gens intéressés ou timorés, en tout cas réactionnaires et rétrogrades, défenestré des postes de direction de journaux qui lui devaient leur fortune et leur prestige, continua à jouer un rôle important dans la vie publique du pays. Il fut un des organisateurs principaux, avec Ducpétiaux, du premier Congrès de Malines, un des fondateurs de la *Revue générale*, qu'il dirigea durant quelques années. Il

encouragea très efficacement les initiateurs de la *Justice sociale* et de la *Jeune Belgique*.

Car il s'intéressait à toutes les nobles causes. Rien de hautement humain, rien surtout de belge et de catholique ne lui était étranger. Il avait le coup d'œil optimiste. Il voyait dans les idées nouvelles et le mouvement de la civilisation les apports positifs. C'était le contraire d'un esprit chagrin et critique. Il fait figure beaucoup plus souriante que Charles Woeste.

Peut-être était-il un peu trop conciliant et encourageant. Il ne faut tout de même pas tout approuver et tout bénir. C'est lui qui a invité Montalembert au Congrès de Malines et il a été parmi les défenseurs les plus enthousiastes du grand orateur contre les attaques des catholiques intransigeants. Le catholicisme libéral et la démocratie échevelée n'ont pas reçu de lui les critiques méritées. Il est vrai que dans son esprit et dans ses écrits les réserves et les correctifs étaient dûment apportés. Mais de façon positive. Il détestait le rôle de censeur.

Lui-même, répétons-le, était nuancé et précis en même temps qu'enthousiaste. C'est qu'aussi bien il était riche d'une culture magnifique. Nous avons dit qu'il avait été nommé professeur à l'Université de Gand au sortir de ses études. Cette chaire lui avait été dévolue à la suite d'une publication qui fut très remarquée et très louée dans les milieux scientifiques non seulement de Belgique, mais d'Italie, de France et d'Allemagne : *L'Origine des Communes lombardes*. Cette histoire a une grande analogie, qu'il mit en lumière, avec celle des communes belges.

Il était philosophe et juriste autant et plus encore qu'historien. Son opuscule *La Définition du Droit* suscita un concert d'éloges enthousiastes. Les questions d'art l'intéressaient et le faisaient vibrer. La variété des sujets qu'il aborda dans ses articles de revues et de journaux, dans ses brochures et dans ses livres est littéralement prodigieuse. Plus prodigieuses encore la compétence et la maîtrise qu'il y révèle presque sans fléchissement.

C'était enfin un chrétien fervent. Certaines pages nous ont gardé le frémissement et l'ardeur de ses pensées et de ses sentiments intimes. Et telle est la source profonde et indéfectible de son enthousiasme et de sa générosité, de sa bonté et de son dévouement, des services inappréciables qu'il rendit durant une carrière publique de plus de quarante ans à son pays et à l'Église.

Un héritier de son nom et de son esprit vient de publier cette vie trop peu connue et, on peut le dire, méconnue (1).

Nous souhaitons à ce livre de susciter et d'inspirer des imitateurs très nombreux de son héros sympathique et admirable.

LOUIS PICARD.

(1) Baron de Haulleville, *Prosper de Haulleville*, Éditions Rex (Collection des Rois).

CATHOLIQUES BELGES

abonnez-vous à

La revue catholique

des idées et des faits

Une leçon d'anatomie économique

Tolstoï dans un de ses romans rapporte qu'il existe deux façons d'indiquer sa route au voyageur perdu : on peut lui montrer une étoile en lui conseillant de marcher vers elle, on peut aussi lui dire de prendre le chemin de droite puis celui de gauche, de côtoyer l'église et le cimetière, et le remettre ainsi, pas à pas, dans le droit chemin.

Au milieu du désarroi provoqué par la crise nous ne cessons d'avoir les yeux fixés sur une étoile, celle de la prospérité retrouvée. Mais nous ne faisons que tourner en rond autour de cette étoile. Qui donc nous indiquera le chemin, qui nous fera voir clair, qui nous entraînera vers le but ?

Un livre vient de paraître qui constitue le guide le plus précieux pour se retrouver à travers ce labyrinthe économique du monde moderne. Ce livre est intitulé : *Regards sur l'Europe*. L'auteur est M. Paul van Zeeland, directeur de la Banque Nationale de Belgique.

M. van Zeeland n'est pas un faiseur de systèmes. Il ne se présente pas comme l'annonciateur d'une économie nouvelle. Il paraît même ne jamais énoncer que des vérités premières. Mais ne sont-elles pas les plus méconnues ? L'ouvrage de M. van Zeeland donne l'impression d'une sorte de classicisme économique. Il constitue une lumineuse synthèse de la crise. Il apparaît comme une saisissante leçon d'anatomie économique.

Aussi bien, ces vérités, l'auteur ne les énonce pas sous une forme aride. Elles sont vivantes, elles sont mouvantes. Pourquoi ? Parce que l'auteur est profondément imbu de ce que les phénomènes économiques sont fonction de l'activité humaine. Les lois économiques ne peuvent être déterminées qu'en tenant compte des réactions — réactions complexes et souvent contradictoires — que la personnalité de l'homme leur fait nécessairement subir. D'où, en lisant ce livre, la satisfaction de trouver non seulement un économiste, non seulement un financier, mais un homme. D'où le sentiment également que bien plus qu'une science, l'économie politique apparaît comme devant être un art. On aperçoit, dès lors, combien ce livre diffère de toutes ces études de spécialistes dont le rigorisme et la sécheresse n'ont d'autre effet que d'enlever la confiance au lecteur.

Pour certains, la crise actuelle revêtirait un caractère révolutionnaire. Elle serait le prélude d'une transformation complète de la société. M. van Zeeland estime, au contraire, que la crise actuelle est bien une de ces crises cycliques, plus violente et plus étendue que la plupart de celles qui l'ont précédée, et comportant l'évolution nécessaire du régime capitaliste.

La cause première, congénitale, de la crise, c'est la guerre. La guerre, qui a brusquement interrompu les courants commerciaux qui avaient peu à peu creusé leur lit à travers l'économie mondiale. La guerre, qui a créé des industries à caractère exceptionnel, momentané et qui, d'autre part, a provoqué le déplacement de grands centres manufacturiers. Dominant le commerce international d'avant-guerre, le réglementant, il y avait le marché des capitaux. L'après-guerre, avec ses troubles tant politiques que monétaires, a changé ce que l'on pourrait appeler la physiologie de ce marché des capitaux. Ceux-ci n'ont plus voulu s'investir qu'à court terme, et ils ont fini par se trouver immobilisés dans les conditions les plus fâcheuses. Ou bien ils ne se sont pas investis

à bon escient, et il en est résulté la surcapitalisation de certaines industries ou de certains pays.

Deux chiffres expriment bien l'impasse économique dans laquelle s'est aventuré le monde : le rendement moyen de l'industrie mondiale à l'époque de sa plus grande prospérité, vers 1929, n'a pas dépassé 5 %, alors qu'à cette même époque le service des intérêts et amortissements des charges contractées par l'industrie dépassait déjà ce rendement de 5 %. Or le décalage n'a pu que s'accroître à mesure que les prix baissaient.

On a commencé par s'en remettre au hasard, à la confiance, au jeu naturel des lois économiques du soin de corriger ce déséquilibre. C'était agir avec lâcheté ou avec inconscience.

On a fini cependant par reconnaître que le problème de la crise ne relevait pas seulement de la confiance, de l'optimisme, mais qu'il comportait un certain nombre de données techniques.

Quel remède, dès lors, a-t-on cherché à appliquer ? Un véritable remède de rebouteux économiques, celui qui était le plus propre à aggraver le mal, à gangrener la plaie. On a pratiqué le nationalisme économique. De quoi s'agissait-il ? De rétablir les courants commerciaux, de faciliter la création de nouveaux courants. Il fallait donc abattre les barrières douanières, ces barbelés de la paix ; on n'a fait qu'en développer, qu'en perfectionner le réseau.

« Toutes les Conférences internationales qui ont touché le problème, toutes les réunions d'experts qui l'ont examiné sont toujours arrivées à la même conclusion : l'accentuation du protectionnisme est une nuisance pour tous et pour chacun. De même, dans la doctrine économique, on ne connaît aucune voie autorisée qui se soit élevée pour défendre en principe le système de la protection nationale accentuée.

« Et parallèlement, avec la même unanimité tant dans la pratique que dans la théorie, mais en contradiction absolue avec eux-mêmes, les Etats n'ont cessé d'accroître les mesures unilatérales visant à la protection de leurs marchés intérieurs. »

Parmi ces mesures certaines apparaissent comme brutales. Ce sont les mesures tarifaires proprement dites. D'autres se font plus insidieuses, ce sont les contingentements, les prohibitions, les accords de « clearing » ou accords de compensation, les mesures de réglementation des changes restreignant le commerce des devises. Toutes ces mesures ont abouti à une sorte d'artério-sclérose de l'organisme économique international qui se trouve ainsi aux trois quarts paralysé.

Ces mesures ont-elles abouti à sauver tout au moins les économies nationales ? De ce côté également, nous ne trouvons qu'insuccès et désillusions. Certains pays, grands et riches, ont cru pouvoir échapper à cette interdépendance économique du monde moderne. Voyez, par exemple, les Etats-Unis ! Leur commerce extérieur ne représentait qu'un dixième de leur commerce total. Ils n'ont pu néanmoins réaliser ce rêve orgueilleux et égoïste de l'autarchie.

Devant de telles attitudes, quelle signification ne revêt pas l'expression de M. Delaisi dénonçant les « contradictions » du monde moderne.

Mais voici que, tout de même, ces contradictions ont frappé les esprits les plus prévenus. Une réaction se dessine en faveur d'une politique non plus d'égoïsme national, mais de coopération internationale, en faveur de la création d'un ordre économique international. Nous avons vu la reconnaissance de cette politique à Lausanne, à Stresa, à Bâle, dans les accords intervenus entre l'Allemagne et ses créanciers. Cette idée est à la base de l'action du comité financier de la *Société des Nations* comme elle est à la base, de façon déjà plus pratique, de l'organisation de la *Banque des Règlements Internationaux*. Elle a trouvé une réalisation dans les conventions d'Oslo et d'Ouchy. Nous devons la retrouver

(1) *Regards sur l'Europe*, par PAUL VAN ZEELAND (Office de Publicité Bruxelles).

sous une forme plus généralisée à la base de la Conférence économique de Londres. Hélas, à ce moment capital pour l'histoire économique du monde, les Etats-Unis ont jugé bon de tenter une nouvelle expérience qui échouera parce qu'elle tend à forcer arbitrairement certaines lois économiques.

L'expérience américaine pose d'ailleurs la question de l'économie dirigée. M. van Zeeland étudie ce problème dans un des chapitres les plus captivants de son livre. A la lumière de l'expérience soviétique, il conclut d'abord que les plans trop généraux d'économie dirigée, ceux qui engloberaient l'industrie et le commerce de tout un pays, ne sont que chimères, car il est impossible pour les dirigeants, quelle que soit leur capacité, de dominer tous les aspects du problème infiniment complexe de la production industrielle d'un pays. Il s'élève également contre l'intervention active et positive, dans l'économie, de l'Etat, dont ce n'est pas le rôle, qui manque de la souplesse nécessaire, et qui tend presque fatalement à créer ce nationalisme économique, source de tout mal.

S'ensuit-il qu'il faille laisser jouer librement les lois économiques? Peuvent-elles, ces lois, assurer par elles-mêmes un équilibre économique capable d'opérer une répartition équitable de la production, de satisfaire aux besoins croissants de l'humanité?

C'était le cas au moment de la naissance du libéralisme économique vers 1860. Il s'agissait de créer de nouvelles conditions pour la production des richesses. On pouvait laisser se développer sans frein, pendant un certain temps, cette production.

Mais dès 1900 les producteurs se trouvaient en présence d'une dispersion ou d'une confusion de leurs efforts. Des ententes intervinrent dès lors entre industriels en vue, déjà, d'une certaine organisation de la production.

Cette organisation s'impose à l'heure actuelle plus que jamais. Il importe donc de rejeter la formule du « laisser faire » et d'admettre une certaine intervention. De quelle nature doit être cette intervention? Elle doit être modérée et se limiter aux cas où elle apparaît absolument indispensable. Par qui cette intervention doit-elle être exercée? Avant tout par des organismes issus du domaine économique lui-même; l'Etat doit simplement aider ces organismes, les contenir, les coordonner, en veillant à ce qu'ils ne sortent pas des cadres de l'intérêt général. Enfin, quel doit être le sens de cette intervention? En ordre principal, permettre que l'action des forces économiques se développe aussi librement que possible, ne rien faire qui puisse détourner artificiellement le cours de ces forces.

Voilà donc une saine conception de l'économie dirigée.

Mais pourquoi, se demande-t-on, les Etats du monde n'ont-ils pas songé à appliquer cette économie dirigée, plutôt que de se lancer dans ce nationalisme économique forcené dont les effets ont été désastreux? Et une fois ces effets constatés, pourquoi les Etats n'ont-ils pas réagi et n'ont-ils fait, au contraire, qu'accroître leur politique protectionniste?

Si ces idées d'étroit égoïsme national l'ont emporté, c'est parce qu'elles comportaient, de la part des dirigeants comme des peuples, un moindre effort, et qu'elles permettaient de satisfaire provisoirement des intérêts immédiats. Elles sont l'indication de cette crise d'autorité que l'Etat subit depuis la guerre.

L'Etat, depuis quinze ans, n'a cessé d'être en dessous de sa tâche, n'a cessé d'être imprévoyant, n'a cessé de faire montre de faiblesse. L'Etat n'a fait aucun effort pour s'instruire des conditions de l'économie moderne et y adapter son action. Bien plus, il a perdu le sens de l'intérêt général et a subi passivement la pression désordonnée des intérêts particuliers.

M. van Zeeland pose le problème de la primauté du politique ou de l'économique. Et l'économiste qu'il est n'hésite pas un instant à répondre que la primauté doit appartenir au politique, que le politique doit commander à l'économique.

Il n'y a pas de solution possible de la crise si l'on ne commence par supprimer les entraves au commerce. Telle est la conclusion à laquelle aboutit l'auteur de *Regards sur l'Europe*. Mais la suppression de ces entraves suppose un effort, suppose des sacrifices de la part de chaque peuple. C'est à l'Etat, c'est-à-dire aux dirigeants de chaque peuple, à concevoir cet effort et ces sacrifices et ensuite à les imposer. Ces dirigeants sauront-ils vouloir, sauront-ils défendre cette part de désintéressement sans laquelle on ne saurait concevoir de plan d'ensemble ni de souci élevé du bien de l'humanité?

S'ils n'ont pas cette intelligence, s'ils n'ont pas ce courage, si, empêtrés dans le réseau des intérêts particularistes, des intérêts électoraux, ou incapables de se libérer du petit jeu parlementaire, ils ne parviennent pas, dans un temps qui ne peut être très long, à imposer le désarmement économique, nous pouvons, dès à présent, saluer le crépuscule de notre civilisation.

LEUC HOMMEL.

Crépuscule et fin de Karl Marx⁽¹⁾

Il ne fut pas permis à Marx de terminer lui-même les deux derniers volumes du *Capital*. La mort lui arracha sa plume. Engels, exécuteur testamentaire du chef, en ce qui concernait l'héritage littéraire, reprit la rédaction des manuscrits posthumes, l'acheva et donna le tome II en 1885, le tome III en 1894.

Depuis 1870, l'amitié de Marx et d'Engels s'était encore resserrée du fait d'un voisinage intime. Car, Engels, quittant Manchester et lâchant sa maison de commerce, était venu s'installer à Londres. Voici la lettre qu'il avait écrite à Marx le 29 novembre 1868 :

« 1^o Combien te faut-il pour liquider toutes tes dettes et recommencer en terrain déblayé? 2^o Peux-tu arriver avec 350 livres par an, en faisant abstraction de l'imprévu, sans t'enfoncer dans de nouvelles dettes? Sinon dis-moi la somme qui te serait nécessaire; une fois tes dettes éteintes, s'entend. Il résulte, en effet, de mes négociations que Gottfried Ermen serait prêt à m'acheter mon départ à la fin de notre contrat qui expire le 30 juin; c'est-à-dire qu'il m'offre une certaine somme si je veux m'engager à ne pas entrer de cinq ans dans une maison concurrente et à lui laisser la direction de la nôtre. C'est justement à quoi je voulais l'amener... La somme qu'il me propose me mettrait en état de t'assurer pendant un lustre un versement annuel de trois cent cinquante livres, et même plus en cas de besoin. »

Marx répondit par retour du courrier :

« Je suis bouleversé d'émotion par ton excessive bonté. Ma femme m'a présenté les comptes et j'ai trouvé la somme des dettes plus forte que je ne pensais : elle se monte à 210 livres, dont 75 pour le Mont-de-Piété et les intérêts. »

Le 1^{er} juillet 1869 Engels disait adieu au « suave commerce » en poussant un joyeux hurra, redevenait un « homme libre », faisait « table rase » chez Marx et venait s'établir un an plus tard à Londres. Il se logea tout à côté de la maison Marx.

Là, bien des choses avaient changé. Les deux aînées, Jenny et Laure, avaient trouvé des prétendants. Marx en avait parlé à Engels dans une lettre d'août 1866.

(1) Extraits d'un ouvrage qui paraîtra prochainement chez Grasset, à Paris.

« Laura, y disait-il, est à moitié promise depuis hier à M. Lafargue, mon créole médical. Elle ne le traitait pas mieux que les autres, mais les excès de sentiments de ces créoles, la crainte, un peu, que le petit se suicide (c'est un jeune homme de vingt-cinq ans), un peu de penchant aussi, mais à froid, comme toujours, (c'est un joli garçon, intelligent, gymnaste), ont amené un demi-compromis. Ce monsieur s'était d'abord attaché au vieux père, mais son penchant n'a pas tardé à se reporter sur la fille. Financièrement, il a une situation moyenne, car il est fils unique d'une famille d'anciens planteurs. On l'a rayé pour deux ans des registres de l'Université de Paris, à cause du congrès de Liège; il veut se présenter à Strasbourg. »

Marx demanda aux parents du jeune homme des renseignements précis sur sa situation de fortune et, ayant reçu une réponse satisfaisante, déclara, malgré tout, catégoriquement, que les jeunes gens ne se marieraient pas tant que tous les examens ne seraient pas passés. Lafargue les passa et épousa sa Laure. Il s'établit comme médecin à Paris, prit part aux combats de la Commune, dut fuir, et atterrit finalement à Londres. Il renonça à la médecine, estimant qu'on ne pouvait pas « la pratiquer sans charlatanerie », et il fonda un institut photographique qui le nourrit tant bien que mal, mais plutôt mal.

Jenny avait trouvé aussi un prétendant, Charles Longuet, qui était alors le rédacteur en chef du journal des étudiants socialistes de Paris; il était venu à Londres en 1866, comme membre de la section française, pour faire opposition au Conseil général, dont il ne tarda pas, d'ailleurs, à faire partie. Il fut rédacteur de l'organe de la Commune de Paris en 1871. Deux ans plus tard il épousa Jenny et s'installa à Paris avec elle.

Tussy — ou mieux Eleanor — resta donc seule auprès de ses parents. Lissagaray, l'historien de la Commune, qui était venu se réfugier à Londres en 1871, rechercha bien la jeune fille; mais Marx ne voulut pas donner son consentement. Tussy s'est mariée plus tard avec un docteur, Aveling, sous le régime de l'union libre; elle a mené une existence très malheureuse et s'est jetée de désespoir par une fenêtre. Bernard Shaw l'a prise comme modèle pour sa Jennifer Dubedat dans son *Médecin à la Croisée des Chemins*.

Le ménage Lafargue, à Paris, pour échapper aux misères du grand âge, s'est suicidé comme Tussy. Le seul survivant de la famille Marx est un fils de Longuet qui habite à Paris et qui est l'un des chefs de l'extrême-gauche française.

* * *

Après le mariage de ses filles, Marx transporta son domicile 41, Maitlandpark Road Haverstock Hill. Il y passa ses dernières années, qui furent une lente mort.

Il souffrit, à partir de 1873, de maux de tête qui le rendirent incapable de tout travail et l'exposèrent plusieurs fois à une congestion cérébrale. Son ancienne maladie de foie, brochant sur le tout, le reprit. Engels fit venir son vieux médecin, le docteur Gumpert, de Manchester, qui ordonna une saison à Carlsbad. L'aide financière d'Engels permit à Marx de faire cette cure de Carlsbad en 1874, 1875 et 1876; il s'en trouva extrêmement bien. En 1877, il se rendit à Neuenahr; son foie fut soulagé, mais sa gastrite chronique, jointe aux maux de tête, aux insomnies et à l'épuisement nerveux, bravait toute cure et tout traitement. La mer n'apporta au malade qu'un soulagement passager. Sa santé baissa chaque année.

Bien des symptômes poussent à penser que le progrès du mal de Marx résulta de raisons morales autant que de causes physiques. Car sa maladie, dans cette phase, offrait le tableau d'une profonde dépression qui se traduisait dans le domaine psychique aussi bien que dans le physiologique. L'Internationale s'effondrant, il avait

vu dans cette faillite le fiasco de toute sa vie, bien qu'il dût raisonnablement se dire que cette fin du mouvement était causée, comme sa naissance, par des nécessités d'ordre tout objectif. Ajoutons-y que le succès du *Capital*, sur lequel il avait fondé les espérances les plus grandes, resta bien en deçà de ce qu'il attendait. Le monde qu'il avait cherché à faire sortir de son ornière continua de s'y enfoncer comme si rien ne s'était passé. On fit pendant de longues années le silence complet sur l'ouvrage, et quand « cette tactique ne correspondit plus aux nécessités de l'époque », « les vulgarisateurs bavards de l'économie allemande le commentèrent d'une façon perfide et le déchirèrent à grands coups de dents ». Un homme comme Freiligrath ne trouva lui-même rien de plus typique que ceci : « Bien des industriels du Rhin vont s'enthousiasmer pour ce livre! » En face d'une telle masse de sottises, la consolation était maigre de se dire que « le seul qui eût vraiment compris » était un prolétaire qui vivait en Russie du nom de Dietzgen.

Bien d'autres choses fâchaient Marx et le déprimaient. C'était ainsi qu'un mouvement socialiste s'était formé en Allemagne, qui allait son chemin, menait ses guerres, marchait au but sans s'inquiéter beaucoup de lui et sans rechercher sa sanction. Sans doute, Liebknecht était-il demeuré en relations épistolaires avec les deux hommes de Londres, demandant conseil et assistance dans toutes les circonstances difficiles et respectant l'oracle avec vénération. Mais Liebknecht n'était pas le parti allemand, qui décidait souvent contre l'avis de son chef à propos de questions importantes. Aussi Liebknecht s'attira-t-il souvent le courroux de Marx. Les lettres de Marx à Engels fourmillent d'imprécations, de critiques contre lui, voire de réprobations complètes. La vraie cause de ces différends et de ces déceptions était assez profonde : Marx, qui vivait depuis très longtemps en Angleterre, avait perdu de vue la situation allemande et la voyait sous un jour faux. Aussi lui arrivait-il souvent de se tromper dans ses jugements ou dans les directives qu'il donnait d'Angleterre. Son erreur éclata surtout au moment où lassalliens et socialistes d'Eisenach, las d'une trop longue querelle, et cédant à la pression de circonstances puissantes, décidèrent de fondre leurs groupes et se réunirent à Gotha en 1875 en un seul et même parti. Marx s'y opposa de toutes ses forces; sa critique ne laissa rien de leur programme d'unification, et il écrivit à Liebknecht pour essayer d'influencer les événements dans le sens qu'il voulait leur voir prendre. Liebknecht garda la lettre en poche; c'était ce qu'il avait de mieux à faire; mais Marx en fut horriblement blessé; il se sentit mis de côté, volé de son influence et touché dans son ambition à la place la plus sensible.

Le 1^{er} janvier 1883, sa fille préférée, Jenny, M^{me} Longuet, mourut d'une façon soudaine. Ce fut pour lui un coup affreux. Ses maladies se compliquèrent. Il revint à Londres au plus mal.

« Depuis six semaines, écrit Engels à Sorge, je redoutais tous les matins, en tournant le coin, de voir les rideaux baissés. Hier, le 14 mars, à deux heures et demie, sa meilleure heure pour les visites, j'y suis allé; j'ai trouvé la maison en larmes, il semblait que ce fût la fin. Une petite hémorragie s'était produite et un effondrement soudain. Notre brave petite Lène, qui l'a soigné comme une mère ne soigne pas son propre enfant, est descendue; elle a dit qu'il sommeillait et que je pouvais venir. Quand nous sommes entrés il dormait, mais pour ne plus se réveiller. Il n'avait plus ni pouls, ni souffle. Dans l'espace de ces deux minutes il était parti sans douleur. »

Et le jour même de la mort, Engels, encore, écrivait à Liebknecht :

« Je ne peux pas imaginer que cette tête géniale ait cessé de féconder de ses idées puissantes le mouvement prolétarien. Ce que nous sommes tous c'est par lui que nous le sommes; c'est à son

activité de penseur et d'homme d'action que le mouvement doit d'être ce qu'il est; sans lui nous croupirions encore au sein de la pire confusion.

Le 17 mars, Marx fut enterré au cimetière de Highgate. Comme pour la mort de sa femme il n'y eut aucune solennité. Bien peu de gens se réunirent sur sa tombe : Engels, Lessner, Liebknecht, Longuet, Lafargue, et quelques autres. Ce fut Engels qui prononça le discours que nous reproduisons ici textuellement parce qu'il résume de façon admirable l'œuvre entière de cette vie.

« Le 14 mars, à trois heures moins le quart, le plus grand penseur de notre époque a cessé de penser à jamais. L'ayant laissé seul deux minutes nous l'avons retrouvé endormi... pour toujours. Qui saurait mesurer la perte qu'ont faite en lui la science de l'histoire et le mouvement prolétarien? On ne découvrira que trop tôt la lacune que la mort de cet homme immense va laisser à combler dans le monde.

« Darwin a découvert la loi qui régit l'évolution de la nature organique. Marx a trouvé celle qui régit l'évolution de l'histoire humaine : le simple fait, — jusqu'alors étouffé par les envahissements de l'idéologie, — que les hommes doivent manger, boire, se loger et se vêtir avant de pouvoir s'occuper de politique, d'art, de science ou de religion; que la production des matériaux immédiatement indispensables à la vie, le développement économique d'un peuple ou d'une certaine époque forment la base sur laquelle se développent les institutions politiques, les idées juridiques, les opinions artistiques et même les conceptions religieuses de ce peuple ou de cette époque et que ce sont elles qui les expliquent, loin d'en être la conséquence comme on le pensait avant Marx.

« Mais ce n'est pas tout. Marx a trouvé aussi la loi qui régit le mouvement de la production capitaliste de nos jours et de la société bourgeoise qu'elle a formée. En découvrant la plus-value il a introduit la lumière dans les ténèbres que l'économie bourgeoise et les critiques socialistes n'avaient pu encore éclairer.

« Deux découvertes de cet ordre peuvent suffire à une vie. Heureux celui qui en eût fait une! Mais dans tous les domaines que Marx a soumis à son analyse, et ces domaines sont légion, il ne s'est jamais contenté d'un examen superficiel; dans tous, même en mathématiques, il a découvert quelque chose.

« Tel était le savant. Mais le savant chez Marx n'était même pas la moitié de l'homme. La science était à ses regards une force qui ment l'histoire, une puissance révolutionnaire. Quelque joie qu'il pût concevoir d'une découverte scientifique dont les effets ne se pouvaient encore prévoir, il était plus heureux encore de celles qui amenaient immédiatement une révolution de l'industrie et une évolution de l'histoire. Aussi a-t-il suivi avec le plus grand soin les découvertes qu'on a faites dans le domaine de l'électricité, et notamment, en dernier lieu, celles de Deprez.

« Car Marx fut avant tout un révolutionnaire. Collaborer de façon ou d'autre à renverser la société capitaliste et l'organisation de l'Etat qu'elle a créée, contribuer à la libération du prolétariat de notre époque qu'il avait éclairé d'abord sur sa situation, ses besoins, et sur les conditions de son affranchissement, telle était sa vraie vocation. Son élément était la lutte. Il a lutté avec une passion, une persévérance et un succès bien rares. En 1842, c'est dans la *Gazette Rhénane*, en 1844, dans le *Vorwärts*, de Paris; en 1847, dans la *Gazette Allemande*, de Bruxelles; en 1848 et en 1849, dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*; enfin, de 1852 à 1861, dans la *Tribune*, de New-York; ajoutez une foule de brochures de combat, et les travaux que Marx a fournis dans les diverses sociétés de Paris, de Bruxelles et de Londres, jusqu'au jour où l'Association Internationale des Travailleurs est venue couronner le tout... et vous aurez encore un résultat dont un homme peut être fier quand bien même il n'eût rien fait d'autre.

« Et c'est pourquoi Karl Marx fut l'homme le mieux haï et le mieux calomnié de son temps. Absolutistes ou républicains, les gouvernements l'ont chassé; conservateurs ou démocrates, les bourgeois l'ont diffamé à l'envi. Il a balayé ces insultes comme des toiles d'araignée et n'y a prêté d'attention que sous la pression de circonstances impérieuses. Il est mort honoré, aimé et révééré par des millions de collaborateurs révolutionnaires, des mines de Sibérie jusqu'en Californie en passant par l'Europe et l'Amérique; et je puis dire que s'il avait encore bien des adversaires politiques il n'avait pas un ennemi personnel.

« Son nom vivra dans la suite des siècles; son œuvre aussi.

L'HOMME

Les souffrances hépatiques ont joué leur rôle de bonne heure dans l'existence de Karl Marx; c'était une maladie de famille; on le disait et Marx le croyait. Il a secrètement redouté toute sa vie de mourir d'un cancer au foie, ce qui passait aussi pour un destin de famille. Il est extrêmement vraisemblable que ses douleurs hépatiques sont étroitement liées à la faiblesse générale de son appareil digestif; son intestin fonctionnait mal. Il ne souffrait pas seulement des symptômes de la maladie de foie, mais aussi d'une foule d'ennuis, manque d'appétit, constipation, maux d'estomac ou d'intestin, hémorroïdes, furonculose, etc., qui accompagnent et manifestent de mauvais échanges organiques. C'était un homme qui assimilait et désassimilait très mal.

Cette constatation biologique a une très grosse importance. Car il est évident qu'un dérangement si grave de fonctions aussi importantes devait être ressenti par Marx comme une insuffisance terrible et provoquer très fortement dans son esprit le sentiment d'infériorité. C'est certainement là qu'il faut voir, dans le cas Marx, l'une des sources les plus profondes de ce sentiment.

Ajoutons-y une cause sociale : son origine, qui était juive. Nous avons déjà fait remarquer combien l'élément juif se trouvait désavantagé du point de vue social, juridique, politique, avant la révolution de mars, et de quelles persécutions il avait à souffrir parfois, principalement en Rhénanie. Marx était condamné à un mauvais départ qui diminuait ses chances d'avancer dans la vie. Sa conversion lui permettait d'en rattraper un certain nombre, mais l'eau du baptême chrétien n'avait pas effacé sa race. Elle se lisait d'ailleurs sur lui, car il ne cessait de la rappeler de la plus provocante façon par la mimique de son visage et son attitude générale. Marx, baptisé ou non, restait nettement un Juif, et reconnaissable; et poursuivi, en conséquence, où qu'il allât, par les ennuis qui s'attachent à sa race. Probablement dès sa petite enfance a-t-il cherché à s'en défendre en neutralisant par son intelligence et son travail le handicap de son origine. Mais même s'il n'a pas trouvé d'obstacles dans sa vie, ou les a franchis aisément, de sorte qu'ils n'ont pas joué un rôle mentionnable, ce fait n'infirme en rien que son origine juive ait provoqué dans son esprit un sentiment d'infériorité. Car il n'est pas nécessaire pour cela que ce sentiment soit justifié; de simples suppositions, des imaginations, ou quelques exagérations, suffisent parfaitement à le produire. Voyez l'extraordinaire violence avec laquelle il attaque par exemple, à propos de la question juive, ce qu'il appelle « l'empirisme des Juifs » :

« Quel est le fond profane du judaïsme? Le besoin pratique, l'argent. Quel est le culte profane des Juifs? Le petit trafic sordide. Quel est leur dieu profane? L'argent.

Marx accuse le Juif d'être le prototype du trafiqueur d'or, du capitaliste vampirique. On éprouve l'impression qu'il cherche ostentatoirement à se montrer aux antipodes de sa race, à s'en

séparer publiquement, et à se proclamer non-Juif aux yeux du monde en soulignant ses tendances hostiles au capitalisme. Or qui déclare expressément n'être pas Juif a sans doute des raisons de craindre qu'on le prenne pour tel. On peut affirmer en tout cas que Marx éprouvait du fait de sa race la sensation accrue d'une infériorité qui provoquait un redoublement de la tendance compensatoire.

Enfin sa situation au sein de sa famille a très probablement agi dans le même sens. Marx était l'aîné, le seul fils et tout l'espoir de ses parents. Comme les occupations de l'esprit étaient de tradition chez les siens, sa famille attendait beaucoup de son développement intellectuel, et d'autant plus qu'il fut un petit garçon précoce et remarquablement doué. Sa carrière d'écolier autorisait les plus grands espoirs. Son intelligence et sa maturité d'esprit étonnaient tout le monde. Une auréole d'enfant prodige l'entourait. A dix-sept ans il était prêt à aborder la Faculté.

Mais des dons supérieurs obligent. Surtout quand on possède un prestige à soutenir, quand on a fait par ses exploits des promesses qui vous engagent. Marx, jusqu'à dix-sept ans, avait marché si vite qu'il devait désormais soutenir la même allure. L'aiguillon d'un glorieux passé est plus mordant que l'éperon. Ajoutons que le père de Karl voulait expressément que son fils embrassât une carrière savante. Et son autorité, d'après tout ce qu'on sait, semble avoir eu grand poids dans toutes ces questions.

La déception n'en fut que plus vive quand Marx, soudain, heurta l'obstacle et renâcla. Il y eut de sérieux conflits entre lui et son père, qui songea même à le diriger sur d'autres voies. Les choses n'allèrent pas si loin, mais Marx garda de cet échec, subi sous les yeux de sa famille, une diminution de sa confiance en soi. Il tomba dans la crainte et le doute, l'incertitude s'empara de lui, il se demanda s'il était de taille à satisfaire aux exigences familiales. Il se mit à fuir ses condisciples, se déroba aux examens, refusa de choisir une carrière et présenta tous les symptômes du plus profond découragement. Son ambition aiguisait à tel point le sentiment de ses responsabilités qu'il ne pouvait que difficilement finir ses devoirs. Il redoutait de terminer parce qu'il craignait un échec.

Nous résumant, nous pouvons dire que les trois éléments typiques que nous avons notés au début — mauvaise constitution, origine juive, et rôle d'aîné — concourent à former le trait fondamental de la personnalité de Marx : sentiment d'infériorité poussé à un degré extrême.

* * *

La tendance compensatoire va se faire jour dès le choix du but. Plus l'estime du sujet pour lui-même est petite, plus le but sera haut placé. La situation de l'enfance reste toujours la base. Marx demeurera toute sa vie le jeune étudiant qui craint de décevoir par l'insuffisance de son œuvre et se forge par conséquent but sur but, devoir sur devoir. Il ne se délivrera jamais de cette voix qui l'éperonne et le tourmente : « Il faut prouver ce que tu peux faire, accomplir une carrière brillante, des exploits extraordinaires, être le premier. » Ce désir de victoire, ce besoin de supériorité gouverneront despotiquement toutes les phases de son existence laborieuse et combative. Infatigablement, il entraîne sa raison, exerce sa mémoire, aiguisé son esprit, éperonne son zèle. Comme Saint-Simon par son valet de chambre, il se fait dire tous les matins par l'ambition qu'il déguise en sens du devoir : Lève-toi, tu as de grandes choses à faire; il s'agit de gagner un monde! Voilà le but qu'il s'est fixé : faire des choses prodigieuses, être le seul de son espèce, assumer la plus haute responsabilité. C'est le besoin de ressembler à Dieu qui dicte son programme de vie et lui trace ses directives.

Quel que soit le dessein que se propose un homme, il n'a jamais

que ses moyens pour l'accomplir. C'est avec ces moyens donné qu'il faut qu'il fasse son ouvrage. De quels moyens disposait Marx? Un corps malade, une naissance juive, un rôle d'aîné. S'il voulait faire de grandes choses, c'était avec ses éléments qu'il devait s'arranger pour agir. Il s'agissait de les mettre au service de la tendance compensatoire, de les faire entrer comme auxiliaires dans son plan de vie.

Les gens qui souffrent de troubles digestifs, de l'estomac, de l'intestin se distinguent, comme on le sait, par un fort triste caractère. Grognons, maussades, ils communiquent difficilement avec les personnes de leur entourage; ils sont méfiants et incapables de s'attirer les sympathies; aussi restent-ils seuls, aigris, bilieux, irrités, irritables, couvant des sentiments hostiles qui n'attendent qu'une occasion pour se déchaîner dans l'attaque. Il semble que leurs maux physiques, leurs contradictions, leurs refluxements se soient transportés dans leur âme. Et, de fait, l'homme transpose dans son monde moral les données de son monde physique. Ici comme là, mêmes dérangements, mêmes exceptions, mêmes anomalies fonctionnelles. L'ordre des échanges est troublé. Tantôt c'est la désassimilation intellectuelle et morale qui se fait mal, et un engorgement se produit, tantôt c'est l'assimilation, et l'âme souffre de la faim. Il peut se produire aussi une absorption trop grande qui surcharge les sentiments, ou une dépense excessive qui amène l'épuisement. De toute façon, la mesure n'est jamais juste; la digestion, l'osmose s'opèrent mal. On reproche aux bébés qui mangent mal, trop ou trop peu, qui refusent la nourriture ou qui n'en ont jamais assez, d'être rapiats ou des goulus. De fait, ces enfants qui jamais n'ont pu accomplir normalement l'une des plus importantes fonctions physiologiques font plus tard des avares ou des prodigues, des grippe-sous ou des dépensiers, des pédants ou des brouillons.

Marx est le type du malade des fonctions d'assimilation et de désassimilation morale. Toujours grognon, fâché, mordant, il se comportait comme un homme qui souffre de crampes d'estomac, de flatulences et d'accès biliaires. C'était un hypocondre, et c'est en hypocondre qu'il exagérait ses malaises. Sans discipline alimentaire, mangeant peu, irrégulièrement et sans ressentir d'appétit, mais excitant incessamment son estomac à coups de pickles, de cornichons, de caviar et d'épices, il était également sans règle et sans mesure dans son travail et ses relations. Les mauvais mangeurs sont de mauvais ouvriers et de mauvais camarades. Ils absorbent trop peu ou se chargent les organes, refusent le travail ou s'en tuent, se cachent des hommes ou sont amis du genre humain, sans que personne en bénéficie. Ils se trouvent toujours à l'extrême. Ni l'estomac, ni le cerveau, ni l'âme ne supportent un tel traitement. Marx n'a jamais pu exercer un vrai métier dans sa jeunesse et n'a jamais été capable par la suite de gagner son pain régulièrement. Il n'avait ni profession, ni emploi, ni occupation régulière, ni gain fixe. Tout ce qu'il faisait était improvisé, fruit du caprice, jeu du hasard. Au lieu de suivre les cours de l'Université et de se préparer un métier, il surchargeait son estomac intellectuel de mixed pickles littéraires et philosophiques. Ni discipline, ni sens de l'ordre, ni mesure dans l'absorption ou la dépense. Il passait quelquefois des mois sans mettre la main à la plume, puis soudain se précipitait dans les abîmes de la science et travaillait comme un Titan. Il passait alors jour et nuit à bouleverser des bibliothèques, faisait des montagnes d'extraits, rédigeait d'épais manuscrits, qu'on a trouvés après sa mort à pleins paniers, arrêtés au milieu du texte. Et cependant, il avait au travail aussi peu de goût qu'à la table; il gémissait, jurait, il maudissait son sort, se traitait de galérien de l'esprit et martyrisait sa famille. En revanche, grand amateur de menues friandises : souvent, tandis que les siens attendaient tristement les honoraires du journal, il confiait au brave Engels les articles promis pour s'enfoncer

lui-même dans les classiques anciens, fouiller les plus précieux trésors des bibliothèques, engloutir le caviar de littératures choisies, ou se livrer au plaisir des hautes mathématiques avec une jouissance de snob. Ces épicures ne le laissaient pas, il n'en avait jamais assez, non plus que de cornichons à table. Mais le travail quotidien lui causait une horreur, il ne pouvait souffrir de se mettre dans le rang. Il n'avait pas un penny dans sa poche et sa chemise était au Mont-de-Piété, mais il assurait son monocle avec des gestes de grand lord. Il détestait toute fréquentation des hommes; il ne buvait qu'avec des gens qui le louaient et l'admiraient; toute expression d'un sentiment un peu profond le rendait cynique. C'était un homme auquel les plaisirs de la table étaient refusés et au moral et au physique, un solitaire, un original, un va-tout-seul.

Ce goût de l'isolement se fortifie le plus souvent, chez les malades des échanges organiques, du fait que leur souffrance, concernant l'appareil de la digestion et de l'évacuation, leur semble répugnante et sale. Ils réagissent souvent contre cette impression par une manie de lavages, un fanatisme de propreté, un excès de correction pédantesque. Leur idéal est d'être les plus propres, les plus immaculés, les plus purs, les plus nobles. Aussi est-ce parmi eux qu'on recrute les moralistes, les apôtres des bonnes mœurs, les héros de la vertu, les précheurs de nouvelles éthiques et les prôneurs de vie modèle. C'est chez eux qu'on trouve les gens qui recherchent avec le plus de passion l'intégrité du caractère, la pureté absolue des actes et des motifs, la perfection de la doctrine. En s'exprimant d'une façon paradoxale, on pourrait dire que rigorisme éthique et moral vient de l'intestin.

Marx était de ces gens qu'emplit un besoin constant de perfection et d'idéal. Il n'avait pas seulement l'ambition d'être le plus savant connaisseur de la littérature socialiste et le plus compétent critique de l'économie politique. Il voulait encore passer pour le meilleur révolutionnaire et le suprême représentant du communisme. Il voulait représenter la plus pure théorie, le système le plus parfait. Pour s'assurer cette supériorité, il devait d'abord déprécier tous les autres auteurs socialistes, les détrôner en les taxant d'erreur, de confusion, de fausseté et en les livrant au mépris et à la risée du public. Le socialisme des utopistes fut traité de lavasse informe et de macédoine d'idées douteuses. Proudhon se vit stigmatisé comme un triste monsieur dans le monde des systèmes socialistes. Lassalle, Bakounine et Schweitzer furent accusés de traîner la pure théorie dans la fange des idées bourgeoises ou de se vendre salement. Lui, Marx, lui seul, détenait la doctrine. C'était chez lui, et chez lui seul, que se trouvait la science aussi pure que le diamant, la conception immaculée du socialisme, la pierre philosophale, la vérité divine. Il réprouvait toute autre opinion que la sienne avec une rage méprisante, avec un sarcasme haineux, et persécutait de toutes ses forces toute pensée qui n'était pas née dans son cerveau. Il n'était de sagesse que la sienne, de socialisme que celui qu'il propageait, d'évangile qu'en sa doctrine. Son œuvre était le parangon de la pureté intellectuelle et de l'intégrité scientifique. Son système était Allah et il en était le prophète.

Si haut que fût le piédestal sur lequel il se juchait, Marx tombait dans le dernier dessous dès qu'il quittait les grandes idées et le monde des problèmes abstraits pour s'occuper des petites réalités concrètes et des menus devoirs de la vie. Il se perdait dans le réel comme il triomphait dans l'esprit; à coup sûr; et l'échec était aussi risible sur le plan de la vie quotidienne que la victoire était brillante dans le domaine de la pensée. Cette victoire et cet échec ne sont pas choses contradictoires.

Les gens qui souffrent de mauvais échanges organiques, qui ne peuvent régulariser le fonctionnement de leur système digestif n'arrivent pas à régler non plus le fonctionnement de leurs finances. Ils se trouvent aussi impuissants en face du jeu « recettes-dépenses »

de leur caisse que devant celui de leur corps. Ils ne savent pas compter, même lorsque, comme Marx, ils font de hautes mathématiques. Ils ne savent pas manier l'argent. Ils sont de mauvais ménagers. Ils épargnent au pire moment et sur l'article indispensable, ou jettent l'argent à la rue. Ils ne savent pas gagner l'argent ni le gérer. Leur sens économique est nul ou hypertrophique. Ils souffrent d'un dérangement dans leurs échanges économiques comme dans leurs échanges fonctionnels.

Que Marx fût de ces gens, les détails biographiques ne nous permettent pas d'en douter. Il n'est que de rappeler le manque de finances dont il a souffert toute sa vie, l'impuissance ridicule dans laquelle il assiste à la pénurie de sa famille, et la série sans fin de conflits et de catastrophes dans laquelle il s'embourbe par incapacité de dominer la moindre situation financière. Il n'a jamais pu en sortir; il a toujours dû de l'argent à des douzaines de personnes; il n'a cessé d'être assiégé par une armée de créanciers, poursuivi par des usuriers, vampirisé par des suceurs de sang. La moitié de son budget passait au Mont-de-Piété; ses finances bravaient tout assainissement; sa banqueroute était chronique. Les billets de mille qu'Engels ne cessait d'envoyer fondaient par paquets de dix entre ses doigts prodigues comme la neige aux rayons du soleil. Plus les envois étaient massifs plus la calamité s'avérait invincible. C'était le tonneau des Danaïdes.

Cette situation n'était pas imputable à un défaut particulier de Marx; elle n'était pas non plus la conséquence fatale d'une tragique destinée; elle provenait tout simplement, comme nous l'avons dit plus haut, d'un grave dérangement des échanges, d'une maladie qui s'attaquait à l'homme entier et se traduisait dans le domaine économique comme dans le domaine physiologique et dans le domaine moral. Les crises financières de Marx se produisaient avec la même fréquence et la même régularité que ses accès de furonculose; les unes attaquaient le corps, les autres la maison. Et les conflits, les querelles, les disputes avec amis ou ennemis obéissaient au même rythme. C'était toujours le même symptôme du même mal, mais sous trois apparences diverses, dans trois domaines différents. Et c'était trois fois ennuyeux, déplorable et calamiteux.

Mais un aussi perfide dérangement des échanges ne saurait lui-même se contenter de n'avoir qu'une face négative. Il possède un revers positif. C'est en quoi se voit confirmée la vieille vérité d'expérience qui dit que la faiblesse d'un homme est en même temps sa meilleure force.

L'infériorité veut sa revanche. Son sentiment, entretenu par mille échecs, mille défaites, mille coups de bâton dans l'eau, ne peut laisser ni paix ni trêve à l'homme que la perte ne soit compensée, le moins racheté par un plus. Si le moins est affaire de nature, le plus sera le résultat de l'acharnement personnel. C'est ainsi que Démosthène, un bégue, est devenu le plus grand orateur de l'antiquité, que Beethoven, un sourd, a été le dieu de la musique, qu'un homme aussi laid que Michel-Ange a représenté les plus radieux types de beauté.

Le malade de l'estomac, le malade des échanges organiques, éprouve partout et toujours le besoin de compenser son état négatif par une valeur positive. Il se dit : « Raison de plus », et, faisant de nécessité vertu, il cherche à transformer une cause de défaite en un élément de victoire. C'est uniquement le degré de courage qui détermine désormais le plus ou moins de succès de la compensation. Tel, pour racheter l'insuffisance de son estomac et de son intestin, se fera cuisinier ou aubergiste; tel autre médecin spécialiste des troubles de la digestion; le troisième inventera un sel, un régime ou une réforme; le quatrième prêchera le végétarisme et les fruits crus. De toute façon, la compensation est orientée par l'infériorité. Dès l'enfance, souvent, le choix de la profession se présente comme résultat d'une tendance compen-

satoire. Le but secret est toujours de rattraper une infériorité naturelle par une supériorité acquise. Le sujet y parviendra-t-il par ses ouvrages ou par des détours pathologiques? C'est une question de courage personnel.

Marx chercha sa compensation dans le royaume des idées. L'effort qu'il fit pour retrouver son équilibre fit de lui le fondateur d'un nouvel ordre économique, le créateur d'un nouveau système industriel. Il n'y alla pas à demi; il se fit le sauveur de l'humanité et bâtit une œuvre éternelle.

Lui qui n'avait pas d'appétit, mangeait mal et ne digérait qu'avec une peine terrible, il se mit à bâtir un plan de réorganisation industrielle qui devait permettre à tout le monde de se rassasier et de mener une vie de bien-être. Lui qui n'avait jamais d'argent et croupissait jusqu'au cou dans les dettes, il prêcha et prôna un monde dans lequel chacun posséderait et aurait part aux biens de tous. Lui qui ne pouvait supporter aucun être et n'a jamais été capable d'une véritable amitié, prit pour mot d'ordre: tous les hommes doivent être frères. Lui qui ne sut jamais administrer un sou créa la théorie de l'argent la plus profonde qu'on eût connue et le monument grandiose d'une nouvelle économie.

L'œuvre compensatoire de sa vie fut de devenir le représentant scientifique d'un système social et économique qui avait tout ce que Marx n'avait pas et pouvait tout ce que Marx ne pouvait pas.

Rien, dans le caractère de Marx, ne le distingue essentiellement de ses contemporains, ni des gens de notre époque, qui sont tous plus ou moins névrosés comme lui, plus ou moins marqués du « complexe d'infériorité », désireux de s'élever, vaniteux, ambitieux, avides de succès et de puissance.

C'est par le niveau qu'il se distingue. Son sentiment d'infériorité est plus profond, ses moyens compensatoires plus grands. Il peut servir d'exemple à ceux qui veulent montrer que la misère physiologique de l'homme déchaîne en lui de formidables énergies, leur fait atteindre une envergure prodigieuse, les doue d'une puissance créatrice et les jette dans le sein du devenir social où elles mûrissent avant de naître enfin sous forme d'événements historiques.

L'homme fournit l'énergie et accomplit sa tâche. Une nécessité subjective, la contrainte impérieuse de ses besoins personnels lui font exécuter une œuvre.

C'est la société seulement qui qualifiera cet ouvrage, d'après la valeur qu'il représente pour elle, et qui dira que ce fut l'œuvre d'un génie.

OTTO RÜHLE.

(Traduit de l'allemand
par Alexandre Vialatte)

ABONNEMENTS A L'ÉTRANGER

Nos nombreux abonnés étrangers nous obligeraient beaucoup en nous faisant parvenir le montant de leur abonnement (28, 25, 22 ou 17 belgas suivant les pays) soit en souscrivant un abonnement soit avant l'expiration de leur abonnement en cours.

Il ne sera plus donné suite qu'aux demandes d'abonnement accompagnées du paiement anticipatif. Le service de la revue sera supprimé sans autre avis à l'échéance de tout abonnement qui n'aura pas été renouvelé par le versement du montant dû.

Le prix de l'abonnement pour l'étranger est fixé comme suit :

| | |
|---|------------|
| I. — Pour le Grand-Duché de Luxembourg | 17 belgas |
| II. — Pour le Congo belge | 22 belgas |
| III. — Pour l'Albanie, Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bulgarie, Congo français, Côte d'Ivoire, Espagne, Estonie, Ethiopie, France, Gabon, Grèce, Guinée française, Haïti, Hongrie, Lettonie, Maroc, Martinique, Mauritanie, Niger, Oubanghi-Charl, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal et colonies, Réunion, Roumanie, Salvador, Sarre, Sénégal, Serbie, Croatie et Slavonie, Somalis, Soudan, Tchad, Tchécoslovaquie, Terre-Neuve, Tunisie, Turquie, Uruguay, Républiques Soviétiques Socialistes, Brésil, Égypte, Mexique, Equateur. | 25 belgas |
| V. — Pour tous les autres pays | 28 belgas. |

Les mémoires de M. Tchebychew

M. Nicolas Tchebychew, aujourd'hui émigré comme tant de centaines de mille de ses compatriotes, avait occupé dans la magistrature russe d'autrefois une série de postes importants. Il nous donne un volume de mémoires (1) dans les pages duquel on voit renaître maints aspects curieux de la Russie révolutionnaire et de la Russie tsariste. A cette dernière, l'auteur reste fidèlement attaché tout en citant — sans le désavouer — un ermite anonyme et probablement ultra-légitime qui se serait soi-disant exprimé un jour ainsi dans une inscription latine tracée sur la paroi d'une grotte: « La Russie que conduisent la Providence divine et la sottise humaine. » (2)

On voit tout d'abord revivre sous la plume de l'auteur une série de procès auxquels il fut mêlé comme substitut ou procureur Bien curieux — encore que particulièrement répugnant — est celui de l'*hiéromonakh* Théodose. Ce religieux, attaché à la chapelle de Saint-Nicolas, à Moscou, et qui était de mœurs inavouables, s'avisait un jour d'expédier dans l'autre monde un ignoble apache avec lequel il entretenait, aux frais des recettes de la chapelle, des relations qu'il était au plus haut point de son intérêt de tenir cachées. Le cadavre fut identifié et l'*hiéromoine* traduit en justice. Naturellement interdiction absolue à la presse de parler du procès. L'odieux personnage s'en tira (en décembre 1904, en pleine guerre contre le Japon) avec deux ans et huit mois de prison. On serait curieux de savoir s'il purgea effectivement sa peine et quelles furent ses destinées ultérieures. La même question se pose à propos de certains autres procès (procès Worobieff-Ermoloff, procès Baumann-Michaline) où des partisans trop zélés du régime existant (le régime tsariste), alors fortement battu en brèche, partisans ayant le revolver ou toute autre arme par trop facile, furent jugés et condamnés dans les formes les plus légales. M. Tchebychew, qui loue grandement et avec raison cette objectivité, se demande si, en 1871, après la suppression de la Commune de Paris et en 1919, après que le gouvernement allemand eut eu raison de l'insurrection des spartakistes à Berlin, les gouvernements français et allemand d'alors se montrèrent toujours aussi scrupuleux dans le règlement des comptes que le pouvoir impérial russe en 1905. La question est naturelle et légitime, mais pour pouvoir démontrer définitivement la supériorité morale du tsarisme à cet égard, il nous faudrait savoir dans quelle mesure les arrêtés plus ou moins (plutôt moins que plus) rigoureux rendus parfois par les tribunaux russes de 1904-1905-1906 contre les partisans du régime existant, coupables d'un excès de zèle, étaient subséquentement mitigés par la clémence de Nicolas II.

Ces sortes de renseignements, nous ne les trouvons pas chez M. Tchebychew.

Bien curieuse est l'histoire du meurtre pseudo-rituel de Fastow (province de Kiev) en 1914. L'année précédente avait eu lieu à Kiev le procès Beilis, dans lequel un juif était accusé du meurtre, à des fins rituelles, d'un garçon chrétien. Beilis fut acquitté, mais le jury reconnut la réalité des meurtres rituels en général, à la grande joie des antisémites russes. Dans ce procès de Fastow il fut constaté, en fin de compte, que le garçon assassiné était juif. Cont-

(1) *C'est près et c'est loin*, BLIZKAJA DAL, Souvenirs, Paris, 1933 (en russe).

(2) La même pensée se retrouve dans cette boutade du feld-maréchal Munich, lequel joua un rôle important dans la Russie du XVIII^e siècle, boutade que nous croyons plus authentique: « L'Etat russe présente sur tous les autres l'avantage d'être régi par Dieu lui-même. Car on ne s'expliquerait pas autrement comment il peut exister. »

charouk, l'homme qui l'avait tué, fut envoyé aux travaux forcés pour douze ans. Sans doute s'était-il trompé d'adresse. Lors du procès Beilis, les antisémites avaient fait grand bruit des treize blessures que portait le corps du petit André Youstchinsky. Celui du petit Joseph Passikow en portait aussi treize ou quatorze. Quelle explosion de passions populaires ne se serait-elle pas produite si Passikow avait été chrétien?!

* * *

En mars 1917, la révolution russe se déclanche. L'auteur ne nous dit rien de ses causes. Nous doutons qu'il soit de ceux qui voient dans la personne du tsar un des principaux, sinon le principal, facteurs de la catastrophe... Quoi qu'il en soit, il constate que dès 1916 les appréhensions au sujet d'une révolution étaient devenues une certitude. Ceux qui l'attendaient et la désiraient, dit-il, l'envisageaient tout à fait à la russe, leur état était celui d'une sereine soumission. On la regardait comme inéluctable. D'aucuns éprouvaient une espèce de crainte analogue à celle qu'on ressent quand on va se baigner (*sic*). D'autres la craignaient pour de bon, mais, tout compte fait, appréhendaient plus encore qu'elle n'eût pas lieu. La majorité pensaient que le nouveau pouvoir serait plus fort et pourrait mener la guerre jusqu'au bout. On croyait d'abord qu'il y aurait une régence avec le petit Alexis sur le trône. Mais lorsqu'on eut appris que le tsar avait abdiqué pour lui-même et pour son fils, on décida que c'était mieux ainsi. Quelques-uns se sentirent abattus en apprenant que le grand-duc Michel avait refusé d'accepter la couronne... « Dans les grands centres nous ne tenons pas assez compte du fait que le « peuple » est très éloigné des événements historiques qui absorbent l'attention d'une poignée d'hommes politiques prenant part aux événements. »

Et l'auteur nous rappelle cette garde-barrière française qui n'avait jamais entendu parler de l'affaire Dreyfus. Les journaux illustrés de ce temps-là publiaient son portrait!

* * *

Peu après la formation du « Gouvernement Provisoire », le Premier ministre prince Lvov demanda à M. Tchebychew de venir à Saint-Petersbourg et lui offrit de se mettre à la tête du département de la police. M. Tchebychew refusa — et ce pour une excellente raison. Le Gouvernement Provisoire, qui à première vue constituait un groupement autocratique, se trouvait en réalité sous la coupe du *Sovdep* de Saint-Petersbourg (Soviet des députés ouvriers, paysans et soldats). Ce *Sovdep* était représenté dans son sein par plusieurs ministres. M. Tchebychew ayant demandé au prince si quelque chose se faisait pour créer une force armée soustraite à la pression de l'« atmosphère révolutionnaire » et sur laquelle le Gouvernement aurait pu s'appuyer le cas échéant, Lvov répondit « tristement » par la négative, donnant à entendre que pareille initiative eût été en opposition avec la politique gouvernementale qui visait à « pacifier » la société.

Telle était la situation de cet étrange Gouvernement Provisoire qu'il se trouvait tous les jours sous la menace d'être « saisi » par ses adversaires extrémistes et changeait en conséquence le lieu de ses délibérations!

Une « force physique » destinée à défendre le pouvoir aurait donc dû se former en dehors de lui, voire contre lui. « Le mouvement blanc aurait dû naître en mars 1917 déjà. Ce que le fascisme a d'essentiel et d'original ne git pas dans son programme, mais dans la défense du pouvoir, sans la participation de ce pouvoir, par une voie révolutionnaire... Plus tard les Italiens utilisèrent la leçon russe. Le fascisme italien ce n'est que le mouvement « blanc » adapté aux conditions italiennes, mouvement né en Russie,

appliqué en Russie pour la première fois et créé par la Russie. » (1).

M. Tchebychew se dit donc que pour faire œuvre efficace il devrait commencer son activité comme directeur du département de la police en procédant dans le plus grand mystère à la formation de bataillons de choc également secrets, sans que le Gouvernement de ceux-ci devrait protéger en sût rien! Il va de soi que pareille activité ne pouvait être longtemps secrète. Tôt ou tard éclaterait un scandale grandiose et l'autorité du Gouvernement Provisoire s'en trouverait minée.

Notre auteur refusa donc. Peu de temps après il était nommé sénateur et quittait en conséquence Moscou, où il exerçait les fonctions de procureur près la Cour d'appel, pour se fixer à Saint-Petersbourg.

En sa qualité de sénateur il eut à juger le général Soukhomlinov, ancien ministre de la Guerre, accusé de haute trahison. Le tribunal (douze jurés et cinq sénateurs) siégea pendant un mois. Sa tâche n'était ni facile ni agréable. Elle était même dangereuse. Car « à l'instar d'un chœur de tragédie grecque » un détachement du régiment Ismailovsky (un des plus anciens régiments de la garde) ne cessait d'assister au procès derrière les colonnes de la salle des séances. Ce détachement contrôlait la légalité (à son point de vue!) du procès; mieux que cela : si quelque chose leur déplaisait dans la procédure, si quelque chose ne leur paraissait pas clair, les soldats portaient à la connaissance du tribunal leur « mécontentement ». Ils ne se gênaient même pas du reste pour lui faire connaître que si Soukhomlinov n'était pas condamné à mort, juges, accusés, défenseurs, ministère public seraient... tous massacrés! Reconnu coupable (M. Tchebychew est d'avis qu'il ne put être convaincu de trahison), le général ne fut cependant pas condamné à la peine capitale et sa femme fut acquittée (2).

Quelques semaines après le verdict, les bolchéviks se saisirent du pouvoir. Ils représentent ainsi, nous dit l'auteur, la journée du 25 octobre (7 novembre) 1917 : apothéose; engagement décisif; combat ultime livré à la bourgeoisie. Rien de semblable, répond M. Tchebychew. Tous ceux qui étaient alors à Saint-Petersbourg savent qu'il n'y eut ni insurrection, ni lutte. A la place de l'autorité il n'y avait qu'un vide. Tout était prêt en octobre en vue d'un coup d'Etat et ce, non seulement à Saint-Petersbourg. Il suffit de rappeler l'attitude des troupes vis-à-vis du Gouvernement, Peu de temps auparavant Kérénsky voulut faire venir du front, à Saint-Petersbourg, deux bataillons de bicyclistes. Les bicyclistes envoyèrent au *Sovdep* un télégramme lui demandant de leur expliquer pourquoi on les faisait venir, puis déclarèrent qu'ils passaient du côté des bolchéviks. Le croiseur *Aurore* refusa de lever l'ancre et de partir. L'une après l'autre les institutions de l'Etat passèrent aux bolchéviks sans coup férir. Au début d'octobre, le G. Q. G. avait demandé que les deux tiers de la garnison de Saint-Petersbourg fussent envoyés au front, mais le *Sovdep* refusa. En d'autres termes, alors que le haut commandement, le G. Q. G., les états-majors existaient officiellement toujours, de fait c'est du *Sovdep* que dépendaient les mouvements de troupes. Il avait des commissaires dans toutes les unités militaires; bien plus : il y avait un commissaire bolchéviste dans chaque dépôt d'armes, voire dans chaque magasin d'armes. L'arrestation du Gouvernement Provisoire dans la soirée du 7 novembre ne fut donc qu'une simple formalité. Et cette nuit, si on tira des coups de fusil, ce fut surtout « par convenance », pour parler comme M. Tchebychew. Il n'y eut même pas à proprement parler de siège, à plus forte raison de prise d'assaut du Palais d'Hiver. S'il fut « assiégé », c'est surtout à cause de la prudence excessive des « assiégeants »

(1) Nous ne commentons pas, nous citons textuellement ce passage des mémoires de M. Tchebychew. Evidemment, il ne parle ici que du fascisme d'avant son arrivée au pouvoir.

(2) L'ancien ministre, condamné aux travaux forcés à perpétuité, bénéficia d'une amnistie bolchéviste. Il est mort hors de Russie, il y a quelques années.

qui surestimaient les moyens de défense des ministres assiégés et leur volonté de se défendre!

* * *

Voici un épisode plutôt amusant mais bien caractéristique se rapportant à cette même période de huit mois durant laquelle le Gouvernement Provisoire, ce « gouvernement de flanelle (1) » était censé régir la Russie :

En mai 1917, au soir, M. Tchebychew longe la perspective Nevsky, l'immense artère qui traverse Saint-Petersbourg de part en part. Partout de petits meetings, Les orateurs tonnent contre Milukow, ministre des Affaires étrangères, coupable d'avoir insisté, quinze jours auparavant, dans une dépêche aux représentants diplomatiques de la Russie à l'étranger, sur la nécessité de poursuivre la guerre et sur ses objets.

« Camarades citoyens », clame un de ces orateurs, « ce qu'il nous faut c'est une paix séparée; de Milukow, cet homme d'ancien régime, nous n'avons guère besoin. Mais qui allons-nous nommer à sa place? »

Sans doute le camarade-orateur a-t-il en vue quel'un d'inféodé au *Sovdep* et qu'il voudrait voir devenir ministre... Soudain une voix s'élève dans la foule :

« Je sais, moi, qui devrait être nommé, j'ai mon candidat. »

La foule devient tout oreilles. — Qui donc? demande l'orateur d'une voix moins assurée. « Sturmer, camarade, n'était-il pas en faveur d'une paix séparée? »

Or l'ancien président du Conseil et ministre des Affaires étrangères (1916), à ce moment-là incarcéré à la forteresse Pierre-et-Paul, est une des bêtes noires des révolutionnaires... Explosion de rires dans la foule. Le camarade-orateur s'est défilé.

L'interrupteur est M. Soukovkine, ancien gouverneur de Kiew, un ami de M. Tchebychew.

On s'en va ensemble. Et l'auteur de demander à M. Soukovkine : « Pourquoi crois-tu que Sturmer était en faveur d'une paix séparée avec l'Allemagne? »

« On le disait avant la révolution, et tout le monde pense toujours ainsi. »

Ajouterons-nous que c'est là une légende dont le bien-fondé n'est rien moins que certain? Mais là n'est pas la question : ainsi que le fait observer très justement M. Tchebychew, cet incident démontre avec quelle facilité on pouvait alors réduire à néant des élucubrations telles que celles du susdit orateur extrémiste.

* * *

La situation politique ne faisant qu'empirer et la famine étant aux portes, l'auteur se décide à partir. Il y réussit non sans difficultés (combien plus dangereux ces départs vont devenir à brève échéance!) et passe en Ukraine à la fin de septembre. L'ordre y règne encore grâce aux baïonnettes allemandes (2); d'ici quelques semaines, ce sera le chaos; mais en attendant, la frontière une fois traversée clandestinement *en équipage* à Orcha, M. Tchebychew éprouve « ce sentiment de bien-être inexprimable que connaissent bien tous ceux qui ont fui de là-bas ». « Je me suis évadé par miracle — tous ont cette impression dans des cas semblables.

(1) L'expression est d'un diplomate français. Elle ne se trouve pas dans les Mémoires de M. Tchebychew.

(2) Le général Skoropadsky gouvernait alors encore la Russie méridionale avec le titre de hetman. Il fut renversé et se réfugia à Berlin en décembre 1918.

Derrière moi une maison morte d'aliénés; extinction intellectuelle et corporelle, participation forcée et inéluctable à l'immolation de son propre peuple. C'est comme si je m'étais détaché au cours d'un naufrage d'un cadavre en putréfaction. Pour ce qui est de la mer, elle ne me fait pas peur. Je finirai bien par aborder quelque part. »

Les derniers chapitres décrivent la fin du régime Wrangel en Crimée (l'auteur y est à la tête d'un quotidien après avoir été pendant plusieurs mois, l'année précédente, à la tête du département intérieur dans le gouvernement Dénikine), puis l'arrivée et les premiers temps du séjour des rescapés de Crimée à Constantinople.

On assiste à diverses péripéties de la lutte de réfugiés pour l'existence. Que d'ingéniosité parfois! Deux d'entre eux organisent des courses de... blattes. De suite ces courses ont conquis les sympathies du public. Les blattes (*ulgo* cafards, d'où : cafardrome!) sont de taille « surprenante » : c'est dans les bains publics qu'on les prend. On mise sur ces excellents orthoptères comme si c'était de vulgaires chevaux et l'argent afflue...

Le général Wrangel nomme M. Tchebychew chef du bureau russe de la presse à Constantinople. En cette qualité il y a maille à partir avec la censure interalliée qui ne cesse de lui faire des chicanes sans rime ni raison. En fin de compte, il fonde un journal hebdomadaire à Sofia. Malheureusement, un beau soir, M. Kalinikow, un journaliste russe de beaucoup de talent qui dirige cette feuille, est revolvérisé à travers la fenêtre par un Bulgare quelconque, un communiste vraisemblablement. L'assassin n'est jamais découvert?

La personne de feu le général Wrangel paraît souvent dans les pages des Mémoires. Il unissait, nous dit l'auteur, deux qualités qu'on ne rencontre rarement dans un seul et même individu : il en imposait tout en attirant les cœurs. Jamais, dans ses relations, il ne perdait de vue les intérêts russes, fût-ce au cours d'un entretien avec un amiral américain ou en causant avec quelque « petit » réfugié venu lui demander un secours. Charme personnel d'un côté; calcul froid de l'homme d'Etat de l'autre, de l'homme d'Etat qui règle ses actions sur l'avenir des masses que le destin lui a confiées et du pays lointain auquel vont ses pensées...

Dans le « Conseil russe » que le général a créé à Constantinople sont représentés tous les partis antibolchévistes jusques et y compris un socialiste de la nuance Plékhanow. Et dans le discours que Wrangel prononce à l'inauguration de ce « Conseil » nous rencontrons une phrase que notre auteur reproduit en italiques et qui en dit long sur la largeur des vues politiques du général-aristocrate, ancien garde à cheval, ancien aide de camp du tsar. Wrangel invite les représentants des divers partis à s'unir et à s'attaquer en bloc à la réalisation des tâches certaines et évidentes de l'heure présente. « Ils réussiront à unir leurs efforts, leur déclare-t-il, si dans leurs cœurs l'image de la patrie martyre réussit à oblitérer les combinaisons politiques ayant fait leur temps et qui s'éteignent lentement. »

Pourquoi se fait-il qu'il ne fût jamais donné au général d'appliquer ses principes sur une vaste échelle dans une Russie arrachée au joug communiste, impitoyable aux chambardeurs et aux protagonistes de droite et de gauche, mais largement accueillante à tous les hommes de bonne volonté?

Comte PEROVSKY.

M. André George

à la Société Scientifique de Bruxelles (1)

M. André George n'est pas inconnu des lecteurs de la *Revue catholique*. Disciple du jeune mais déjà illustre physicien français Louis de Broglie, il a consacré à l'étude de l'œuvre de son maître une plaquette dont nous avons marqué ici-même la belle tenue scientifique (2). L'élève est même devenu un collaborateur : tout récemment, nous avons, ici encore, annoncé que la collection d'actualités scientifiques éditée par la Maison Hermann comprendra désormais une série d'exposés consacrés à la physique théorique; leur rédaction a été confiée au prince de Broglie, aidé de MM. Destouches et André George. C'est assez dire l'autorité de ce dernier en matière de physique nouvelle et, de là, combien heureuse fut l'initiative prise par la Société Scientifique de Bruxelles de l'inviter à sa tribune. Les notes qui suivent résument brièvement la brillante conférence du savant français.

UN PEU D'HISTOIRE

S'il est un nom qui domine la science, antérieurement au XX^e siècle, c'est assurément celui de Newton. L'œuvre scientifique de ce génie tient du prodige. Il partage avec Leibniz la gloire de l'invention du calcul infinitésimal, actuellement encore la plus haute des disciplines mathématiques; il a créé la dynamique, proposé la théorie corpusculaire de la lumière, découvert la loi de la gravitation universelle. Brève mais suffisante énumération qui ne prétend point circonscrire son œuvre.

Il importe toutefois de savoir l'exceptionnelle puissance de l'œuvre de ce génial mathématicien et physicien pour en comprendre l'immense portée et la prodigieuse réussite. Imprégnées de mécanisme, consacrées par des vérifications quand ce ne furent des découvertes éclatantes — témoin celle de la planète Neptune — les idées newtoniennes restèrent indiscutées pendant les XVIII^e et XIX^e siècles. Quelques lézards menacèrent bien l'imposant édifice mais si faiblement que l'on put chaque fois procéder à une restauration durable.

Mécanisme, déterminisme souverain et leur conséquent, encore qu'extrascientifique, le matérialisme, telles paraissent bien les caractéristiques de la science de tout le siècle dernier. L'aurore du vingtième vit son bouleversement.

Deux faits dominent la première décennie : l'apparition des *quanta*, hypothèse proposée pour la première fois par l'Allemand Max Planck en décembre 1900, et celle de la *relativité*, dont la partie dite « restreinte » date de 1905. Les nouvelles théories apportèrent des idées étranges, radicalement opposées à celles antérieurement professées. L'espace et le temps absolus, cadres dans lesquels la science newtonienne logeait les faits, furent par Einstein désavoués et remplacés par une entité unique, curieux amalgame des deux bannis, un « continuum quadridimensionnel » où temps et espace étaient associés suivant un mode, en apparence étrange, mais dont l'avantage était de permettre une interprétation acceptable de faits optiques rebelles aux conceptions alors courantes. Plus révolutionnaire encore apparaissait la théorie de Planck, selon laquelle les échanges d'énergie ne peuvent se faire que par unités indivisibles, par « quanta », non pas de manière continue,

mais par doses discontinues, petites, certes, mais non infiniment petites. L'atomisme triomphait une fois de plus.

Plus près de nous, la nouvelle mécanique, la mécanique ondulatoire, née des travaux de Louis de Broglie et édiflée surtout par le physicien autrichien Schrödinger, est venue prolonger à la fois la théorie de Planck et les anciennes mécaniques de Newton et d'Einstein.

Comme ce terme d'« ancien » jure, appliqué à la mécanique relativiste dont les premières ébauches datent d'à peine trente ans! « *Harmonieuse et puissante synthèse*, écrit M. A. George, qui englobe les anciennes mécaniques à titre de cas particulier et qui fonde en un même édifice la Dynamique, l'Electromagnétisme, l'Optique. Louis de Broglie y prolonge Fresnel, mieux, le réconcilie avec Newton. »

La théorie corpusculaire de Newton et la théorie ondulatoire de Fresnel qui s'étaient disputé l'hégémonie en Optique, étaient donc soudées, fondues en une synthèse plus large où chacune d'elles avait sa part : « *tant il est vrai*, confirme M. George, que la science est une reconstruction incessante, un indéfini élargissement beaucoup plus qu'une constante destruction (1) ».

LE CRÉPUSCULE DU DÉTERMINISME

Comme tout cela paraît aisé et comme l'immense labeur scientifique se voile dans cette synthèse en quelque sorte posthume. En réalité, le premier tiers du XX^e siècle sera considéré par les futurs historiens des sciences comme une longue période de crise et l'on sait le sens que nous attachons à ce dernier mot.

Brisant d'un seul coup une tradition bimillénaire, le chanoine Copernic proposa en 1543 sa célèbre théorie des mouvements planétaires selon laquelle le soleil et non la terre devait être considéré comme le centre des mouvements. Le coup de barre nous apparaît si marqué, la rupture avec le passé si profonde que l'on peut couramment parler de « révolution copernicienne ». Notre époque est plus révolutionnaire encore que celle-là; nous avons rompu une amarre plus puissante, plus importante que l'hypothèse géocentrique. Non point qu'il s'agisse de notre rejet des cadres d'espace et de temps absolus qui furent autrefois l'un des articles de foi du credo scientifique. La chose a fait grand bruit, mais l'apaisement est venu. La nouvelle théorie des quanta, plus que l'hypothèse relativiste, aura imposé un profond remaniement des valeurs intellectuelles et cela en sapant ce qui semblait, ce qui reste encore pour certains, la pierre angulaire de la science, le déterminisme.

Qu'est-ce à dire? A la suite de Newton, les savants croyaient, sans doute possible, que l'état d'un corps quelconque, celui de l'univers entier même, était fixé sans ambiguïté par son état immédiatement antérieur et l'on entendait par là un état qui n'était séparé du premier dans le temps que par un intervalle infiniment petit. « Le plus léger atome » devait avoir une position et une vitesse qu'il était possible de fixer à chaque instant avec la plus entière certitude. Laplace, le plus illustre héritier des idées newtoniennes, a écrit là-dessus une phrase célèbre dans l'introduction à sa *Théorie analytique des Probabilités*. M. A. George l'a rappelée dans sa conférence; l'idée est trop vigoureusement et trop harmonieusement exprimée pour ne point être rapportée intégralement : « *Une intelligence*, écrit Laplace, qui, pour un

(1) La conférence de M. André George fut prononcée en mai de cette année. Par suite de circonstances indépendantes de notre volonté, le présent article n'a pu paraître plus tôt.

(2) Voir notre chronique du 12 août 1932.

(1) Le lecteur à qui l'exposé précédent paraîtrait trop bref voudra bien, pour plus amples explications, s'en référer soit à la plaquette d'André George intitulée *L'Œuvre de Louis de Broglie et la physique d'aujourd'hui* (Éditions du Cerf, Juvisy, Seine-et-Oise, ou 38, quai Mattiva, Liège; prix : 5 fr., 25 belges), soit encore à l'admirable *Recueil d'exposés sur les ondes et les corpuscules* du prince Louis de Broglie (Hermann, 6, rue de la Sorbonne, Paris), deux ouvrages dont nous avons fait l'analyse dans la *Revue catholique*.

instant donné, connaîtrait toutes les forces dont la nature est animée et la situation respective des êtres qui la composent, si, d'ailleurs, elle était assez vaste pour soumettre ces données à l'analyse, embrasserait dans la même formule les mouvements des plus grands corps de l'univers et ceux du plus léger atome; rien ne serait incertain pour elle, et l'avenir comme le passé serait présent à ses yeux. »

En 1927, un savant allemand, Werner Heisenberg, étudiant les conditions dans lesquelles se fait l'observation dans le monde atomique, fut amené à proposer des idées radicalement opposées aux précédentes reçues jusqu'alors sans conteste. Impossible, remarque M. Heisenberg, de décrire un phénomène physique sans l'observer et de l'observer sans y introduire de trouble. Impossible, par exemple, de mettre au point à la fois la position et l'état de mouvement d'un corpuscule. Le produit des deux erreurs est au moins égale à h , la constante de Planck. Dès lors, plus d'état immédiatement postérieur à un autre fixé sans ambiguïté; au contraire, plusieurs états possibles, inégalement probables. « *La cause de cette difficulté*, selon la remarque pittoresque d'Eddington, *est une toute petite chose* (1) », mais cette « toute petite chose » est la cause de l'indéterminisme foncier des phénomènes.

LES RÉACTIONS

L'ÉTAT PRÉSENT DE LA CRISE

Les résistances aux vues d'Heisenberg n'ont pas manqué. L'existence de la science paraissant pour beaucoup liée à celle même du déterminisme, ce dernier devait être vigoureusement défendu. Parmi les défenseurs, le plus opiniâtre et l'un des plus autorisés est, sans contredit, le physicien français Langevin. Voici comment M. A. George résume les idées du savant professeur du Collège de France : Si nous aboutissons à l'indéterminisme, explique M. Langevin, c'est parce que nous transportons dans le monde atomique des notions dont la plus importante est celle d'individu, notions que nous tirons des observations faites à l'échelle « macroscopique ». Pourquoi cet antropomorphisme discutable quand un changement de nos modes de représentation aboutirait à sauver le déterminisme? Laissons ce dernier au-dessus de la mêlée, « postulons » sa nécessité et pour cela tuons, s'il le faut, la notion de corpuscule, d'atome dont l'existence est cause de la méprise. S'il faut choisir entre l'individualité du corpuscule et le déterminisme, optons sans hésiter pour ce dernier.

Tout cela appelle une réplique que M. A. George n'a pas manqué de faire. Si, vraiment, la solution était aussi simple, comment ne pas l'accepter? Mais, si heureuse qu'elle paraisse, ses conséquences n'en sont pas moins d'une extrême gravité. M. Langevin remonte ainsi, d'un cœur léger, tout le courant atomistique contemporain. Que signifieront désormais les belles découvertes qui ont démontré l'existence des atomes? Est-il souhaitable d'engager l'effort scientifique dans une direction diamétralement opposée à celle qu'il a triomphalement parcourue et cela au nom d'une raison pseudo-métaphysique? Et puis, tuer le corpuscule-individu, c'est donner la suprématie à l'onde. Car on n'ignore pas que dans la matière et les radiations, corpuscules et ondes sont intimement liés. Mais cela est contraire aux idées mêmes du créateur de la mécanique ondulatoire.

D'autres solutions ont été proposées : l'une, très récente, due à Planck; une autre, d'origine allemande, dont l'impossibilité mathématique a, par la suite, été démontrée par le gendre de M. Langevin.

L'attitude du prince de Broglie était certes intéressante à connaître et M. George se devait de la définir. Le savant français

a d'abord essayé de maintenir le déterminisme, mais il a fini par se rallier aux idées d'Heisenberg. Bien plus, on peut dire qu'actuellement l'introduction de la relativité dans la nouvelle mécanique introduit des restrictions plus fortes que celles primitivement prévues par Heisenberg. Voici d'ailleurs comment le prince de Broglie s'exprime à ce sujet dans un de ses récents travaux : « *Le présent fascicule* (1), écrit-il, *contient une analyse accompagnée de commentaires d'un récent mémoire de MM. L. Landau et P. Peierls. Dans cet intéressant travail, qui a pour origine de profondes remarques de M. Bohr, les auteurs ont montré que si l'on introduit dans la nouvelle mécanique les conceptions fondamentales de la relativité, on est amené à écrire des relations d'incertitude plus restrictives que celles de Heisenberg.* »

Pour ce qui regarde notre représentation du monde extérieur, les conséquences de l'abandon du déterminisme sont immenses et l'on peut, sans exagérer, y voir la plus profonde révolution accomplie depuis plusieurs siècles dans l'ordre des valeurs intellectuelles. Nous savions déjà que l'univers se refusait à jouer le rôle d'une machine gigantesque; il s'avère maintenant que non seulement la représentation des phénomènes par modes de mouvements est impossible, mais qu'aucune représentation n'est dans l'ordre atomique, susceptible d'être interprétée suivant une loi de stricte causalité. J'ai cité plus haut une phrase de Laplace; d'équivalentes se trouveraient sans peine dans l'œuvre de Henri Poincaré. Or Poincaré, esprit encyclopédique, le plus brillant de son temps, est mort en 1912, c'est-à-dire, hier. Est-ce assez marquer la rapidité d'évolution des idées, mieux, la brusque discontinuité de la courbe de leur mouvement?

D'autre part, cet indéterminisme rebondira fatalement dehors la Physique, son domaine natal. Ne situe-t-on pas déjà la physique actuelle entre la physique ancienne et la psychophysique? *Et tel principe de la philosophie bergsonienne*, ainsi que l'écrit M. A. George, *selon lequel les états de conscience ne peuvent être décrits qu'une fois achevés, — ne sauraient être, sans perturbation, observés dans leur mouvement, — rend une note fort consonante aux idées de Heisenberg et de Bohr.*

Est-il nécessaire d'ajouter, avec le conférencier, que le « libre arbitre » n'est pas ici en question? D'abord et principalement parce que le monde moral et le monde matériel sont séparés par des cloisons étanches; ensuite, d'un point de vue plus immédiat, parce que le libre arbitre s'exerce non dans le domaine atomique, mais sur des phénomènes « à grande échelle ».

QUELQUES ASPECTS DE LA NOUVELLE PHYSIQUE

Il est temps de dégager quelques conséquences intellectuelles de la nouvelle physique. Aussi bien est-ce à dessein que M. A. George a traité de conséquences intellectuelles et non philosophiques, ne voulant pas engager le débat au delà de limites précises.

Tout d'abord, la marche triomphale du déterminisme a cessé. Que dis-je? Elle est sans doute irrémédiablement brisée. C'est un rude coup, non pour la science, que l'on a sans doute eu le tort de confondre avec lui, mais pour toute une école qui, dans une extrapolation outrancière, croyait déjà pouvoir assujettir les domaines biologique et moral à la toute-puissance du principe régulateur des sciences physiques. Si la conception mécaniste de l'univers est usée, comment soutenir désormais pareille conception de la vie?

Puis il y a l'échec du cartésianisme, la relation d'indétermination

(1) Il s'agit d'un fascicule de physique théorique de la collection des actualités scientifiques éditée par la maison Hermann; ce fascicule, annoncé dans notre précédente chronique, s'intitule : *Sur une forme plus restrictive des relations d'incertitude.*

(1) h est, en effet, un nombre très petit.

d'Heisenberg marquant le seuil au delà duquel toute représentation mécaniste est incertaine, sinon illusoire.

Un autre caractère de la physique contemporaine est une évolution progressive vers l'abstrait, que nous avons soulignée ici maintes fois. M. George a pris l'éloquent exemple de l'éther pour nous faire sentir ce passage de plus en plus accusé. Considéré d'abord comme un milieu à la fois très élastique et très rigide, ce qui paraissait difficile à concilier mais non contradictoire, l'éther constitua le support hypothétique mais nécessaire des ondes lumineuses. D'élastique, il devint, avec Maxwell, électromagnétique et bientôt Einstein put dire que Lorentz ne lui avait laissé pour seule propriété mécanique que l'immobilité. Avec lord Salisbury, il devint le sujet du verbe onduler; à présent, il se réduit à une entité mathématique, à des symboles. Une question se pose : La science fait-elle fausse route ou bien la traduction mathématique, toujours plus fine, épouse-t-elle davantage la complexité des faits? Nous admettons évidemment que le symbolisme mathématique ne s'identifie pas avec le réel; nous voulons néanmoins croire que la représentation mathématique des faits, sans être pleine, n'en est pas moins fort adéquate. Il est sûr que la physique actuelle s'éloigne du réel, en tant qu'immédiatement donné, et que « le va-et-vient entre l'expérience et la théorie » est moins net. La beauté de l'édifice symbolique, sa solidité surtout, ne sont pas ici en jeu. Mais que recouvre cette symbolique? Voilà ce qu'il est de jour en jour plus difficile de dégager.

Signalons enfin l'envahissement progressif de la physique par l'une des branches des mathématiques, le calcul des probabilités; il a conquis la place laissée vacante par le déterminisme. Persuadés que le monde atomique n'est pas régi par des lois de stricte détermination, que les événements n'ont qu'un sens statistique et non un cours rigoureusement défini, les savants recherchent des états probables, l'état le plus probable parmi l'ensemble des états possibles : telle est l'une des voies par lesquelles le calcul des chances s'est souverainement introduit dans la physique contemporaine. A ce point que M. A. George a pu dire plaisamment que le succès d'une théorie physique ressemble singulièrement à la gestion habile d'une compagnie d'assurances.

LE DÉCLIN DU POSITIVISME

Bref, « nous avons renoncé à nos cadres de description habituels ». La science est à un tournant de son histoire et la philosophie scientifique l'a suivie en se modifiant elle-même profondément. Le dogmatisme se meurt; nous sommes loin du positivisme triomphant de la fin du siècle dernier. Les premiers coups de massue, ce fut Henri Poincaré qui les lui porta. Coups d'autant plus rudes, plus difficiles à parer qu'ils venaient d'un savant « officiel », si je puis dire, et, qui plus est, d'un savant consacré par un renom mondial.

Plus près de nous et sur un autre registre, Emile Meyerson achève l'œuvre critique commencée par Poincaré en restituant à la science une figure plus vraie, l'orientant non vers une recherche de lois, mais vers une recherche des causes. Malgré toutes les réserves que peut faire le métaphysicien à l'égard du causalisme meyersonian, — ces réserves ont été faites dans la *Revue catholique* du 29 avril 1932 par mon ami M. De Corte lors de l'analyse de l'ouvrage capital du philosophe français. — M. Meyerson, approuvé, entre autres, par de Broglie et Einstein n'en est pas moins le maître incontesté de la philosophie scientifique contemporaine. L'axe philosophique s'est déplacé, mais insuffisamment au gré de l'école thomiste.

LA CRISE DE LA NOUVELLE PHYSIQUE

Il reste à concilier les deux grandes théories responsables du courant nouveau : la relativité et les quanta. Chacune d'elles a imposé un principe de limitation : la première, dans le monde macroscopique, en déclarant que la lumière est le courrier le plus rapide du monde physique, la seconde, dans le monde atomique, par l'introduction de la constante finie h de Planck. Leur conciliation est la tâche de l'heure présente. Or si le grand mathématicien anglais Dirac a pu présenter une mécanique conforme à la théorie relativiste, par contre M. A. George nous confesse l'échec du prince de Broglie dans son essai d'accorder la mécanique ondulatoire et les quanta. Une fois encore, la notion de temps est à la source des difficultés.

Ainsi, « deux théories très florissantes », chacune dans leur sphère propre, se heurtent, selon la coutume, à propos d'incidents de frontière. Il y a crise de la nouvelle physique.

Les théories s'usent vite. Deux générations successives professent côte à côte des théories radicalement opposées. M. Langevin reste farouchement déterministe; son plus brillant élève, M. de Broglie, a abjuré le credo du maître. Les idées évoluent à un rythme cinématographique. La multiplicité des travailleurs et la diffusion rapide des idées assurent le succès des recherches. Mais, ici surtout, le succès se paie. L'homme d'action, a-t-on écrit, enfante dans la douleur; mais aussitôt la douleur passée, il oublie qu'elle fut et il recommence à créer. Le savant est, lui aussi, un créateur.

EDGARD HEUCHAMPS,

Docteur en sciences physiques et mathématiques.
Ancien élève
de l'École normale supérieure de Paris.

REX a commencé la publication
de la collection

LES ROIS

les meilleurs ouvrages des écrivains belges, français
et étrangers

Dans la première série paraîtront :

- Le 15 juillet : Un gentilhomme de lettres : **Prosper de Haulleville**, par le baron de Haulleville.
- Le 15 août : **Amour de l'Ardenne**, par Thomas Braun.
- Le 15 septembre : **L'Ancre arrachée** (le volume), par Guido Milanesi (traduit de l'italien par E. Leclef).
- Le 1^{er} octobre : **L'Ancre arrachée** (2^e vol.).
- Le 1^{er} novembre : **La Route de Jean-Marie**, par Maurice Butaye.
- Le 1^{er} décembre : **Idées du Temps**, par Hubert Colleye.

Ces superbes volumes de 220 à 250 pages seront présentés d'une manière sobre et moderne et se vendront 10 francs.

MAIS...

en souscrivant dès maintenant à cette première série de six volumes, vous ne payerez que **45 fr.**

Souscrivez sans retard aux bureaux de REX, Louvain, en versant 45 francs au compte chèques-postaux n° 15.21.61 (REX, 52, rue Vital De Coster, Louvain).

Les idées et les faits

Chronique des idées

Semaine sociale de France

A l'étude des faits qui défraya la première partie de la Semaine succéda l'exposé de la doctrine et de ses applications. Ce fut l'objet de trois leçons faites par des maîtres du haut enseignement : le R. P. Valensin, jésuite, ancien professeur à la Faculté de Théologie de Lyon; le R. P. Delos dominicain, professeur à la Faculté de Droit à l'Université de Lille; M. Max Réglade, professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux.

Le premier a magistralement démontré le primat de l'humain en politique. Il pose d'abord le principe tel que l'a défini Léon XIII.

« La nature n'a pas engendré la société pour que celle-ci soit la fin de l'homme, mais le moyen qui lui permit d'atteindre son parfait développement » Donc la Politique, dont l'objet est la Cité, l'Etat, est essentiellement une science morale, et une science pratique, la Cité n'étant pas seulement objet à connaître, mais objet à construire. Elle utilise ce qui est, elle crée ce qui doit être.

Ce qui est, ce sont les conditions géographiques, historiques, sociales, culturelles, matériaux dont la Cité est constituée, notamment telle forme de gouvernement. Elles ont beau relever de techniques autonomes, leur utilisation est subordonnée aux fins humaines de la société. Ce qui doit être, c'est la convergence de toutes les activités individuelles et collectives vers la réalisation d'un ordre extérieur, fondé sur la justice dans lequel l'être immortel qu'est l'homme doit trouver le milieu favorable à la poursuite personnelle de sa fin dernière.

Deuxièmement, comment cette conception du primat de l'humain peut-elle influencer l'action politique? Directement, par ce qu'elle inclut, indirectement par ce qu'elle exclut.

Qu'est-ce qu'elle exclut? La prétention d'ériger l'utilité de l'Etat en fin absolue, affranchie de la morale, se subordonnant tout ce qui n'est pas elle. Théorie qui est une erreur. Pratique calamiteuse. Erreur, parce qu'elle fausse les relations établies par la nature entre les personnes humaines et la Cité terrestre, uniquement légitimée par ses services. Elle entraîne vers la paix armée et la guerre totale.

Qu'implique, au contraire, la reconnaissance du primat de l'homme? L'instauration dans la Cité d'un ordre public, susceptible d'aider l'homme à atteindre sa fin, disciplinant l'utilisation de la richesse, organisant rationnellement le travail, subordonnant les citoyens à l'autorité, imprimant à la société une direction unique vers le Bien Commun.

Quant à l'esprit public, agent principal de cet ordre, il faut qu'il soit fait d'intelligence sociale et de ces vertus proprement politiques, la prudence, la force et la justice.

La justice, surtout, celle qui met la confiance dans le commerce, la metteté dans les affaires, la foi dans les traités, la justice qui rend le soldat obéissant aux justes lois militaires et le citoyen soumis aux Pouvoirs établis, la justice qui incline la conscience non seulement des individus, mais des nations devant les droits imprescriptibles de Dieu.

Puisse la Politique, consciente des intérêts humains, n'être plus le jeu où fut trop souvent risquée la fortune des nations, mais le noble service dont l'accomplissement demeure au milieu des contingences variables son constant devoir!

Le R. P. Delos a creusé jusqu'au tuf l'idée de Bien Commun. Qu'est-ce donc? Un bien public, un bien complet. Après que

se sont constitués les divers groupes privés, familiaux, économiques, culturels, etc., donnant chacun satisfaction à des besoins particuliers, il reste à organiser leur ensemble.

Le Bien Commun, c'est l'ordre enveloppant, coordonnant, orientant, unifiant, conditionnant les éléments innombrables qui composent le milieu hors duquel ne pourrait s'épanouir la vie humaine.

C'est donc l'ensemble des biens de la nature humaine, de telle sorte organisé que l'individu y trouve les moyens de réaliser sa destinée.

Quel est le principe au nom duquel cet ordre sera disposé? Le service de la personne humaine, la réalisation de son idéal. Le Bien Commun est donc universel et transcendant.

Il est supérieur par définition au bien qu'incarne l'idée nationale.

Longtemps a prévalu la formule de l'Etat-National, de l'Etat absorbant la Nation. Aujourd'hui cette formule est dépassée. L'un des traits marquants des dernières révolutions n'est-il pas l'absorption de l'Etat par la nation, par le parti qui prétend en être l'élément dynamique et, partant, se l'approprié? Or l'Etat transcendant du droit public moderne se disait l'incarnation du Bien Commun. Aujourd'hui, revendiqué par les nouveaux chefs de peuples, le Bien Commun est identifié avec l'idée ethnique et nationale. Dès lors, en vertu d'une logique irréfutable, de souverain qu'il était l'Etat est devenu, non plus coordinateur de toutes les activités, protecteur de tous les droits, mais totalitaire, non plus enveloppant la masse pour la garantie et la sauvegarde des droits individuels et collectifs, mais se substituant à toutes les initiatives individuelles, faisant partout dominer l'idée ethnique et nationale, ramenant tout à la race.

Transcendant à l'idée nationale, le Bien Commun l'est aussi à l'Etat qui n'est pas la forme dernière de la société politique. Le Bien Commun n'est pas enclos dans des frontières, il doit fournir à la politique extérieure un principe d'ordre.

Les systèmes modernes font fi de l'individu. Au contraire, la doctrine fondée sur le Bien Commun met à la base de l'édifice politique les droits et devoirs de l'individu, car le Bien Commun est celui d'êtres libres tendant vers leur fin par leur initiative et sous leur responsabilité. La tâche urgente est de conjurer le danger d'une absorption de l'individu par la société. Des milliers de martyrs ont versé leur sang pour affirmer les droits de la conscience individuelle en face des Césars.

M. Max Réglade a traité de la souveraineté de l'Etat.

L'Etat a-t-il un pouvoir *discrétionnaire* ou — ce qui est tout différent — un pouvoir *sans appel*, non assujéti à une autre autorité humaine, mais limité par des préceptes moraux, voire par des règles ayant un caractère juridique et qui s'imposent à lui comme aux particuliers?

Le professeur répond à cette question. Il passe en revue les diverses définitions de l'Etat et conclut que celui-ci est soumis non seulement à la morale, mais au droit. Sa souveraineté reçoit, dans l'exercice de la fonction politique, toutes les limitations morales et même juridiques qu'exige la justice, soit dans l'ordre interne, soit dans l'ordre international.

Dans l'ordre interne, il est tenu de respecter les droits des particuliers qui sont compatibles avec la réalisation du Bien Commun national.

Dans l'ordre international, il est tenu de respecter les droits des autres Etats et aussi, dans des cas de plus en plus nombreux, les droits de la Communauté juridique des Etats, fondés sur l'existence d'un Bien Commun à tous.

Il n'est pas exact que les gouvernants ne soient tenus que devant leur conscience, que personne n'ait de droits contre eux : il y a lieu, au contraire, d'organiser des garanties sociales pour les contraindre à respecter soit les droits des particuliers, soit ceux des autres Etats.

Descendant de la région des principes, les professeurs de la Semaine ont étudié leurs applications dans divers domaines de l'activité sociale.

M. Deslandres, professeur à la Faculté de Droit de Dijon, a fait une critique sagace du Régime politique français, tracé un plan de réformes et a posé franchement le dilemme : la revision nécessaire sera-t-elle *légal* ou *révolutionnaire*? Qui donc fera cette transformation radicale qu'exige le salut de la nation? Le Pouvoir législatif? Jamais de la vie, puisqu'il devrait se retourner contre lui-même et grandir l'Exécutif, le pouvoir rival qu'il domine. Alors, un dictateur? Jamais de la vie, les dictateurs ou simplement le Pouvoir personnel de 1800 et de 1851 n'ont pas réussi (?) et, du reste, le tempérament français y répugne. A qui donc demander de sauver le pays de la pagaie démocratique, parlementaire et représentative? A une restauration monarchique? La majorité royaliste elle-même de l'Assemblée de Versailles de 1871 n'a pas su la faire. Encore une fois, la France, se débattant dans l'impuissance, agonise, mais elle rejette tous les médecins. Elle veut être sauvée, mais ni par elle-même, ni par la Royauté, ni par l'Empire, ni par la Dictature.

Et M. Deslandres n'aura été que la Cassandre qui prophétise la ruine et que l'on n'écoute pas.

Il a d'ailleurs sagement établi que l'Etat français est acculé à l'impossible. Sa fonction s'est extraordinairement élargie, il doit faire face aux exigences nouvelles et amplifiées de sa mission d'ordre moral, de justice sociale, de promoteur de la prospérité générale. Il a vu ses charges s'accroître prodigieusement et s'aggraver de jour en jour la part de sacrifices qu'il lui faut demander aux particuliers. Il doit évoluer dans un milieu national que transforme à vue d'œil le développement du féminisme, des groupes sociaux, des puissances rivales de son autorité, des tendances à l'indépendance et à l'autonomie des services publics. Il voit se transformer le milieu international, auquel il doit participer, par l'intensification de la solidarité des Etats, par l'extension mondiale de la vie internationale, par les conflits de continents, de races, de civilisations, de régimes politiques opposés, au milieu des troubles consécutifs, au sein des remous de la guerre.

Et devant ces tâches immensément accrues, l'Etat découronné de son prestige, affaibli par la mise en question de sa souveraineté. *L'Exécutif sous la dépendance du Législatif*. Le Président de la République élu par les Chambres, au risque de n'être plus qu'un valet de chambre, destitué en fait par les partis de toutes ses prérogatives constitutionnelles, notamment de la nomination des ministres. Le suffrage universel, amorphe, inconditionné. La dictature parlementaire. La loi, censée expression de la volonté générale, en réalité imposée par une minorité contre laquelle se dresse l'opinion.

M. Deslandres propose de réformer tout cela en faisant adopter le suffrage des femmes, le suffrage familial, la représentation des intérêts, la représentation des minorités, en faisant élire le Président par les Conseillers généraux, en l'armant de pouvoirs plus étendus, à l'effet de soustraire l'Exécutif à la prépondérance du Législatif. Il reconnaît, en fin de compte, son impuissance et la déplore.

M. Garrigou-Lagrange, professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux étudie le flux et le reflux des Etats sur les particuliers, et des particuliers sur l'Etat. Après avoir énuméré ses principales interventions, il observe que l'Etat est devenu par sa politique générale l'aimant ou le répulseur des capitaux qui peuvent féconder l'Economie; par sa fiscalité, le principal contributeur du revenu national; par ses emprunts, le principal dépositaire des

épargnes privées. Il tend de plus en plus à assurer lui-même à chaque individu le minimum de bien-être et à diriger l'économie.

En sens inverse, individus et associations s'élèvent de plus en plus à la considération du bien public par les syndicats, défenseurs d'intérêts collectifs, partie du Bien Commun, par les Chambres de Commerce, d'Agriculture, des Métiers, par la collaboration des particuliers en vue d'orienter le Congrès National, par de multiples associations, les œuvres de bienfaisance privée, les écoles libres.

Il y a lieu de se féliciter de ce double mouvement où il serait malaisé de déterminer la ligne de partage entre la vie publique et la vie privée, mais il faut prendre garde à ce que : 1° l'Etat, s'il a regard sur tout, n'absorbe pas tout et qu'il se renferme dans son rôle supplétif des initiatives personnelles, en matière d'assistance et d'enseignement; 2° à ce que les particuliers, poursuivant des objectifs publics, servent le Bien Commun plutôt que de se servir eux-mêmes.

* * *

Mgr Paulot, vicaire général de Reims, a prononcé une magistrale conférence sur les *rappports de l'Eglise et des Etats*. Successivement, il a établi ces trois propositions :

1° Il y a un *ordre politique chrétien* où les deux Autorités, inégales et diverses, Eglise et Cité, doivent se fondre dans une unité pacifique, harmonique, vivante;

2° Il y a une *sagesse politique chrétienne* qui préside à l'ordre d'intention. Elle considère d'abord la fin, bien commun, *Souverain Bien*;

3° Il y a une *prudence politique chrétienne* qui préside à l'ordre d'exécution et emploie les moyens appropriés.

Le développement de ces idées peut tenir dans ce raccourci.

Le maître expose les rapports à établir entre l'Eglise et les Etats pour accorder la nature différente et l'activité propre de ces deux genres de sociétés, au plus grand profit de l'une et des autres.

Puissance spirituelle et puissance temporelle conjuguent leurs efforts dans la poursuite de la destinée humaine, au sein d'un *ordre politique chrétien*. Dans cette action commune, il n'y a ni confusion, ni séparation entre les deux puissances : l'Eglise exerce sa juridiction sur les matières religieuses et sur les choses temporelles en tant qu'elles sont liées au spirituel; l'Etat a droit juridique sur les choses temporelles, mais ne doit pas perdre de vue que sa mission est formellement morale.

Aussi y a-t-il subordination de l'Etat à l'Eglise dans les choses spirituelles et dans toutes choses temporelles qui touchent au salut des âmes et au culte de Dieu.

Pour la réalisation de l'ordre politique chrétien, l'union des deux puissances doit être profonde, sincère, harmonieuse.

Dans la poursuite commune de la destinée humaine de la cité, les deux puissances doivent pratiquer une *sagesse chrétienne* qui tienne compte des droits de la personne humaine et de sa fin dernière : la préoccupation de préparer, dès ici-bas, la cité céleste ennoblit et amplifie les opérations de l'une et l'autre puissance.

La prudence chrétienne doit présider à ces opérations; elle édicte aux deux cités leurs devoirs et leurs droits réciproques, que les circonstances obligent à préciser dans des concordats, faute de pouvoir s'en tenir au « Concordat divin », par quoi serait réalisée la paix du Christ dans le règne du Christ.

Les derniers jours de la Semaine ont été consacrés à la recherche d'une politique de l'éducation nationale, de la moralité publique, de la santé publique et des services d'Etat. L'analyse de la première leçon nous retiendra seule ici, celle de M. Jean Guillon, professeur au lycée de Moulins qui a traité du premier problème, sous la présidence du cardinal Verdier, archevêque de Paris, lequel ne lui a pas ménagé ses suffrages. J'avoue que, à mon sens, ce fut le morceau capital de la Semaine rémoise et je voudrais, en conséquence, en faire la critique détaillée. Je la renvoie au numéro suivant.